

L'ÉTAT HÉRITIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 7 mars 1929, à 2 heures

PAR

Jean AUBURTIN

President : M. MESTRE, *professeur.*
Suffragants { MM. LE FUR, *professeur.*
J. BARTHÉLEMY, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^o et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1929

L'ÉTAT HÉRITIER

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ÉTAT HÉRITIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 7 mars 1929, à 2 heures

PAR

Jean AUBURTIN

Président : M. MESTRE, *professeur.*
Suffragants { MM. LE FUR, *professeur.*
J. BARTHÉLEMY, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1929



A MES PARENTS

en témoignage de reconnaissance.

J. A.

INTRODUCTION

Avant d'aborder la question qui fait l'objet précis de cette étude, il convient, en un rapide exposé, de montrer l'évolution historique de la famille et de l'Etat, leur rôle respectif dans la société moderne, la place prépondérante qu'on doit réserver à la première, les droits et les devoirs qu'il faut, selon nous, attribuer à l'Etat, cet « être mystérieux dont tant de prétendus sages prononcent le nom avec adoration, que tous les hommes invoquent, que tous se disputent et qui semble être le seul dieu auquel le monde moderne veuille garder respect et confiance » (1).

Origine et base de toute société, « être constant et immortel » dont l'homme vivant n'est que l'éphémère représentant, véritable cellule sociale, noyau de toute société « la famille fait l'Etat » (2).

(1) Paul LEROY-BEAULIEU, *L'Etat moderne et ses fonctions*, 25.

(2) Titre d'une intéressante brochure de FUNCK-BRENTANO, Paris, 1903.

Fustel de Coulange a montré, dans la *Cité Antiqu*e, comment, en s'agglomérant les uns aux autres, les groupes se fusionnèrent entre eux et donnèrent naissance à la Cité.

« La société humaine n'a pas grandi, dans la race grecque et latine, à la façon d'un cercle qui s'élargit peu à peu, gagnant de proche en proche. Ce sont au contraire, de petits groupes qui, constitués longtemps à l'avance, se sont agrégés les uns aux autres. Plusieurs familles ont formé la phratrie, plusieurs phratries la tribu, plusieurs tribus la Cité » (1).

L'antiquité qui, sur ce point comme sur tant d'autres, pourrait nous servir de modèle, considérerait ce groupement social comme la base fondamentale de toute société.

Tout partait de la famille, tout aboutissait à elle.

« Tu n'es le maître ni de tes biens, ni de toi-même ; toi et tes biens, tout cela appartient à la famille, c'est-à-dire à tes ancêtres et à ta postérité » (2), écrit Platon.

Les anciens, en honorant les dieux lares, protecteurs du foyer, ont rendu à la famille un culte religieux ; ils l'ont adorée ; plus encore qu'à la terre, on peut dire qu'ils lui ont dû l'idée même du divin.

(1) FUSTEL DE COULANGE, *La Cité Antiqu*e.

(2) PLATON, *Lois*, XI.

Le culte de la famille, groupe sacré, sur lequel pas plus à Athènes qu'à Rome, le législateur n'aurait osé porter la main, se confondait avec le culte de la patrie. Religion, patrie, famille, formaient un tout indissoluble : s'en prendre à l'une de ces institutions, c'eût été ébranler, du même coup, les autres, porter à cette « vieille trinité respectable et nécessaire aux peuples qui veulent vivre » (1), une blessure sacrilège.

« Le grec ou le romain ne meurt guère par dévouement à un homme ou par point d'honneur, mais à la Patrie il doit sa vie. Car si la Patrie est attaquée, c'est sa religion qu'on attaque. Il combat véritablement pour ses autels, pour ses foyers, *pro aris et focis*, car si l'ennemi s'empare de sa ville, ses autels seront renversés, ses foyers éteints, ses tombeaux profanés, ses dieux détruits, son culte effacé. L'amour de la Patrie, c'est la piété des anciens » (2).

Si telle fut la famille à Rome, aux beaux temps de la République, la décadence de l'idée religieuse, le développement du bien-être, le goût du luxe, le progrès des lumières et le culte des arts — ce qu'on est convenu d'appeler la civilisation — ne tardèrent pas à lui porter les plus profondes atteintes.

(1) Jules LEMAITRE, *Un nouvel état d'esprit*.

(2) FUSTEL DE COULANGE, *La Cité Antique*, 237.

Les mœurs se relâchent, les liens familiaux et sociaux se détendent. Selon la forte parole de Bossuet : « Ce peuple pourri était marqué pour la destruction, il fut balayé par les Barbares ».

Avec les invasions s'ouvrit une longue ère d'anarchie.

Au iv^e siècle, l'Etat abdique sa fonction, ou plutôt, les rois francs, en qui se résumait l'Etat tout entier, favorisèrent l'avènement d'une puissante aristocratie, germe de la féodalité.

Au vii^e siècle, les comtes et les ducs avaient obtenu des concessions importantes et nombreuses de terres fiscales (bénéfices) et étaient allés grossir les rangs des propriétaires indépendants.

De concession en concession, la royauté mérovingienne s'était dessaisie, pièce à pièce, de la richesse foncière et de l'impôt de la justice et de l'autorité.

Le gouvernement centralisateur de Charlemagne réagit violemment contre un tel état de choses, mais l'excès même de cette réaction en limita les effets ; bien plus, s'il « enrayait d'une main la formation de la féodalité qui, avec une aristocratie livrée à elle-même, se serait peut-être constituée dès le viii^e siècle, il travaillait, de l'autre, à en perfectionner les organes. Que le pouvoir central vînt à disparaître, la vassalité et le bénéfice... étaient de force à devenir l'élément régulateur de l'orga-

nisation sociale, à pourvoir — quoique d'une façon imparfaite — à la protection générale, qui avait été, en principe la fonction essentielle de la monarchie franque » (1).

Après Charlemagne, le pouvoir royal s'en va par lambeaux.

L'excès de centralisation fut la grande erreur de ce puissant esprit — comme il devait être, mille ans plus tard, le vice fondamental de toute l'organisation qu'un autre Empereur, au cerveau génial pourtant, imposa à la France meurtrie par le spasme révolutionnaire.

La justice n'était plus rendue, elle avait échappé en fait, sinon en droit, des mains débiles du souverain.

« L'Etat s'est rapetissé, renfermé dans les limites du fief. Les hommes de la seigneurie sont les uns vassaux, les autres rôturiers, mais tous n'obéissent qu'au pouvoir local » (2).

Avec Hugues Capet commence une période nouvelle de notre histoire. « Elle marque la substitution d'une royauté nationale au gouvernement de la conquête » (3).

A dater de ce moment, en effet, sont réalisées

(1) Jacques FLACH, *L'organisation de l'ancienne France*, I, 124.

(2) LUCHAIRE, *Les premiers Capétiens* (987-1137), 8.

(3) MICHELET, *Notre France*, 12.

les deux conditions nécessaires à la formation d'une nation : « un centre de ralliement et une volonté d'unification. Un centre : l'Ile de France ; une volonté : celle du roi » (1).

Duc de France, propriétaire privé d'un domaine qui ne comprenait pas le dixième du royaume, tenu en échec par les seigneurs féodaux alors à l'apogée de leur puissance, c'est à lui que revient l'honneur d'avoir tracé la voie dans laquelle l'incomparable lignée des rois issus de la Monarchie Capétienne devait s'engager.

« De père en fils, de frère en frère, d'oncle en neveu, ils étendent sans cesse le territoire national » (2).

Lentement, patiemment, avec une ténacité, une persévérance à laquelle les historiens de tous les partis ont rendu hommage ; infatigables pionniers, nos rois ont, après dix siècles de persévérant labeur, d'obstination héroïque et de génie, réalisé l'unité nationale et construit la France.

Malgré la pratique des apanages et les invasions étrangères, la coutume interdisant la division héréditaire, l'inaliénabilité du domaine de la couronne et son imprescriptibilité favorisèrent, au

(1) Gustave RODRIGUES, *La France Eternelle*, 9.

(2) Ch. MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*.

cours des siècles, cette lente évolution et en marquent les phases caractéristiques.

D'inattendus concours de circonstances, dont nos rois surent tirer parti, les aidèrent dans cette mission sacrée.

Au ^{xiv}^e siècle, la guerre de Cent ans provoqua la levée en masse, le rassemblement de tous les Français, pour la défense du pays.

Le roi Jean tombé aux mains des Anglais, les Jacques, en un sursaut d'énergie, où déjà se reconnaît l'âme de la race, relevèrent la royauté expirante et « de cette suprême épreuve où le pays faillit périr, sort, confuse encore, mais vivace et forte l'idée même de la Patrie » (1).

Parallèlement à ces annexions territoriales, la Monarchie reconquit les attributs de la souveraineté : le droit de guerre, la justice et l'impôt.

A la fin du ^{xvii}^e siècle, l'évolution est achevée : Louis XIV s'écriant : « l'Etat c'est moi ! » ne fera que constater un fait acquis, l'absolue centralisation, œuvre consciente de la volonté royale poursuivie sans relâche à travers les siècles, l'unité nationale enfin réalisée.

La Révolution, sur ce point comme sur tant d'autres — si l'on admet la thèse d'Albert Sorel — ne fit que continuer l'Ancien Régime, mais, après

(1) MICHELET, *Notre France*, 20.

une période de sanglante anarchie, on tomba d'un excès dans l'autre. « De démissionnaire qu'il était, l'Etat central, en 1800, devient intrus » (1).

Cette évolution marcha de pair avec l'explosion d'individualisme qui caractérise cette phase de notre histoire.

Le législateur révolutionnaire, qui entendait effacer jusqu'au souvenir même de l'ancien régime, voulait reconstruire la société sur des bases nouvelles.

La Convention, décrétant que la « faculté de disposer de ses biens... était abolie et que tous les descendants auraient un droit égal sur le partage des biens de leurs ascendants », porta un coup fatal à la famille.

C'était le triomphe de l'individualisme.

Au sommet de la pyramide, l'Etat, tout puissant ; à la base, l'individu remplaçant la famille.

Cette tendance n'a cessé de se poursuivre durant le xix^e siècle, et une réforme, telle que l'Etat-héritier, en serait, au début du xx^e siècle, l'éclatante consécration.

C'est là, dira-t-on peut-être, le symptôme d'une évolution qui se poursuit, insensible mais continue. Et si, jusqu'à présent, les sociétés humaines ont eu pour fondement la famille, rien ne dit

(1) TAINE, *Les origines de la France contemporaine*.

que l'individu ne sera pas la cellule sociale des temps futurs. D'ailleurs, cette évolution fatale, on pourra retarder momentanément sa marche, ralentir son cours, on ne l'arrêtera pas : ainsi l'on peut endiguer pendant quelque temps les eaux du fleuve, tôt ou tard le flot rompra ses digues et coulera d'autant plus impétueusement qu'on aura déployé plus d'efforts pour refouler son courant.

Cette « évolution créatrice » amène des modifications profondes dans la constitution des sociétés. Cette marche inexorable des réformes, comme celle qui institue l'Etat héritier, en marque les étapes. Jalons qui bordent la voie du progrès : les mœurs précèdent les lois ; cette réforme n'est pas la cause d'une évolution qui se déroule, inéluctable, devant nos regards étonnés, elle en est bien plutôt l'éloquent témoignage.

L'emprise politique de l'Etat ne cesse de s'accroître depuis Hugues Capet.

Le but, atteint sous Louis XIV, fut dépassé. En matière sociale, une évolution parallèle se poursuit ; on ne légifère plus en vue de la famille, mais en vue de l'individu.

Comme ces révolutions astronomiques qu'on peut annoncer des siècles à l'avance avec une rigueur mathématique, cette évolution est soumise au déterminisme le plus absolu.

Sans vouloir discuter ici le problème du déterminisme et du libre arbitre, il faut, en l'absence de certitude — et sur ce point il n'y a que des opinions individuelles — croire en la liberté. Car si la volonté humaine assiste, impuissante, au déroulement implacable des phénomènes, du moins la croyance au libre arbitre est-elle sans inconvénient. Qu'au contraire, l'homme puisse secouer le triple joug qui l'enserme — système nerveux, atavisme, éducation — la croyance au déterminisme paralysera son action, persuadé qu'il sera de la vanité de tout effort.

S'il faut donc combattre l'intrusion de l'Etat dans tous les domaines où il remplit mal un rôle qui n'est pas le sien, il faut lui interdire d'abord de violer le seuil de la famille, le ramener à ses fonctions naturelles.

Cette décentralisation, des hommes, aux tendances politiques et sociales les plus divergentes, en proclament, avec la même ardeur, l'impérieuse nécessité.

Charles Maurras et Paul Boncour, d'accord sur le principe, ont, dans un livre écrit en commun, discuté seulement la possibilité de cette décentralisation sous un régime républicain.

« L'Etat étreint mal parce qu'il embrasse trop, et là où il étreint, il étouffe en embrassant... » (1).

(1) Charles BENOIST, *Les Lois de la politique française*, 173.

Si une société dont l'individu serait l'unité organique n'est pas théoriquement inconcevable, s'il est vrai « qu'en dehors du domaine des mathématiques pures, celui qui prononce le mot impossible commet une imprudence » aucun précédent ne permet de croire à l'avènement d'une telle société.

Si, d'autre part, de ce qu'une chose n'a jamais existé, on ne peut déduire qu'elle ne sera jamais, le bon sens, la logique, la raison, permettent-ils d'affirmer qu'elle sera nécessairement un jour ?

Sur ce point encore, les penseurs de tous temps sont d'accord pour proclamer les droits sacrés de la famille.

Au xvi^e siècle, Bodin écrivait : « Tout ainsi que les membres, chacun en particulier faisant leur devoir, tout le corps se porte bien, ainsi, les familles étant bien gouvernées, la République ira bien ». Au contraire, « il est impossible que la République vaille rien, si les familles, qui sont les piliers d'icelle, sont mal fondées ».

Trois cents ans plus tard, Michelet répétait : « La pierre du foyer, c'est la base du tout. Toute la vie est bâtie dessus. Où le foyer branle, tout branle. Où la famille est faible et désunie, l'Etat n'a pas d'assiette ; il la cherche, et comme un malade,

se tourne et se retourne dans son lit sans être mieux ».

De nos jours enfin, M. Herriot, sur ce point, partage l'opinion de Frédéric Le Play. Après avoir, dans son livre : *Créer*, stigmatisé l'apathie de l'Etat devant le problème de la dépopulation en France, il écrit : « Une nation, ce n'est pas une collection d'individus qui se juxtaposent, c'est un groupement de familles qui s'enchaînent. L'unité organique, ce n'est pas l'individu, c'est la famille ».

Et plus loin : « la France du xx^e siècle ne se sauvera qu'en répudiant un régime individualiste qui, même dans ses exceptions à l'individualisme, paraît dirigé à dessein contre le peuplement du pays » (1).

Ainsi donc tous ces auteurs s'accordent pour déclarer indispensable à la prospérité de l'Etat la restauration de la famille.

Discuter la question de savoir si, dans notre législation positive, l'Etat, en matière successorale, se comporte déjà comme un véritable héritier, mettre en relief les conséquences antifamiliales, donc antisociales et antinationales, d'une telle réforme, tel sera notre but.

Nous l'aurons atteint si nous parvenons à établir

(1) HERRIOT, *Créer*, 125 et 126.

qu'une telle mesure blesserait à mort la famille française; le gouvernement qui prendrait cette initiative assumerait devant l'Histoire l'écrasante responsabilité d'avoir, par là, violé son devoir et trahi la France.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT HÉRITIER

I

UNE PROPOSITION DE LOI

Le 15 janvier 1926, une proposition de loi « tendant à réformer le régime des taxes successorales » en « donnant comme base au régime nouveau, le régime de l'Etat Héritier » fut déposée sur le Bureau de la Chambre par M. Palmade et plusieurs de ses collègues. Renvoyée à la Commission des Finances, rapportée presque sans modifications par M. Lamoureux, rapporteur général, présentée pour avis à la Commission de législation civile et criminelle, largement amendée, elle fut l'objet d'un rapport favorable de M. Alcide Delmont; combattue par M. Barthélemy dans un incisif et spirituel discours, disjointe enfin le 12 février 1926 : telles sont, rapidement exposées, les vicissitudes de la proposition dont le principe forme l'objet de notre thèse.

Des diverses mesures envisagées pour parer à une situation financière que M. Paul Doumer, ministre des Finances, voyait « empirer de jour en jour », c'est celle qui, tant par le principe qu'elle pose que par les conséquences qu'elle implique, marquerait le pas le plus décisif accompli depuis de nombreuses années dans la voie du Socialisme d'Etat.

Elle ne tend pas, en effet, à une simple aggravation des impôts en vigueur — si exorbitants déjà, que, dès 1901, M. Rouvier les considérait comme une véritable confiscation.

C'est une formule nouvelle qu'elle introduit dans notre législation successorale, un système original qu'elle organise : l'Etat co-partageant dans chaque succession, l'Etat héritier.

*
* *

De tous ces textes, le plus radical, celui qui introduit les modifications les plus profondes, est la proposition de loi de MM. Palmade et plusieurs de ses collègues.

Elle aurait pour but d'instituer, dans chaque succession l'Etat héritier réservataire en ajoutant un alinéa à l'article 913. Il serait tenu compte de deux éléments qui ont inspiré cet article : le nombre d'enfants laissés par le *de cujus*, le degré de parenté

du réservataire. Mais les conséquences « inadmissibles » qu'entraînerait le « jeu pur et simple des textes du Code Civil sur la réserve », comme l'indique l'exemple cité en note (1), le fait de ne pas « différencier suffisamment l'enfant des autres successibles » et de « traiter sur le même pied les parents rapprochés et les collatéraux ordinaires », ont déterminé MM. Palmade, etc... à instituer un système différentiel reposant sur trois ordres distincts de successibles :

1° L'Etat, en concours avec des héritiers en ligne directe descendante, aurait la moitié seulement de la part réservataire d'un enfant légitime, et encore, pour ménager les petites successions en ligne directe descendante, il n'obtiendrait que le tiers de cette réserve pour la fraction d'actif comprise entre 1 et 100.000 francs.

2° L'Etat, en présence des père, mère, frères ou sœurs, aurait les $\frac{2}{3}$ de la part réservataire d'un enfant légitime.

3° En présence de tous les autres successibles, l'Etat aurait la part réservataire d'un enfant légitime, soit la moitié de la succession (art. 2).

Dans le cas où l'Etat serait seul avec le conjoint survivant, au lieu de prendre la moitié de la suc-

(1) Pour une succession de 50.000 francs, l'enfant unique, qui paie actuellement des droits légèrement supérieurs à 3.000 frs., aurait supporté un prélèvement de plus de 16.000 francs.

cession en pleine propriété, il ne recevrait que la nue propriété de cette moitié.

Enfin, pour éviter une iniquité, il est précisé que les droits de l'Etat seraient toujours limités à la part réservataire ci-dessus définie. « Il ne pourrait exciper de son assimilation à l'enfant légitime pour réclamer une part de la quotité disponible quand le défunt mourrait *ab intestat*. La quotité disponible devra, en pareil cas, revenir intégralement aux héritiers appelés autres que l'Etat ».

II

TAXE PROGRESSIVE

Comme si l'augmentation massive des droits successoraux n'était pas encore suffisante avec la part réservataire attribuée à l'Etat, la proposition de loi, pour tenir compte d'un troisième élément essentiel : l'importance de l'actif recueilli par l'héritier, institue une taxe progressive.

Bien que, là encore, les successions inférieures à 100.000 francs n'ouvrent le droit de l'Etat que pour un tiers d'une part de réserve, cette taxe rapidement progressive n'en surcharge pas moins les moyennes et grosses successions (art. 5).

III

DONATIONS

Ici, une difficulté s'élevait : la présence de l'Etat héritier réservataire exige que la liquidation des droits — normalement effectuée au jour où la donation est parfaite (loi de 1855) — ne soit que provisoire.

Cette liquidation provisoire ferait place à la liquidation définitive des droits de l'Etat au jour de l'ouverture de la succession, après le jeu normal des actions en rapport et en réduction.

Les distinctions du tableau inséré à l'article 32 de la loi du 25 juin 1920 sont maintenues. Il est prévu une augmentation de ces droits, mais les auteurs de la proposition de loi laissent à l'administration le soin des modifications à introduire dans ces tarifs pour les mettre en harmonie avec le relèvement des droits successoraux envisagés dans leur proposition (art. 6).

IV

ENVOI EN POSSESSION

Pour achever de mettre l'Etat sur le même pied que les autres héritiers, la proposition étend le

bénéfice de la saisine à l'Etat, qui n'aura plus à requérir l'envoi en possession. Il tiendra de l'article 900 du Code de Procédure civile le droit de requérir l'apposition des scellés, de faire dresser inventaire toutes les fois qu'il le jugera utile. Mais — particularité remarquable — l'Etat, en aucun cas, ne saurait être tenu des dettes au delà de l'actif par lui recueilli.

Par contre, enfin, l'Etat, tantôt héritier privilégié, tantôt traité en importun, ne pourrait jamais requérir l'application des articles 815 et 826 du Code civil (art. 9).

Intégrée dans le rapport fait au nom de la Commission des Finances par M. Lamoureux, rapporteur général, la proposition de loi de MM. Palmade, etc... n'a été modifiée que sur quelques points de détail.

Dans l'article 86 du rapport de M. Lamoureux, le droit de l'Etat, en présence d'enfants en ligne directe, pour la fraction comprise entre 1 et 100.000 francs, n'est que du quart, tandis que l'article 2, § 5 de la proposition de loi lui en donne le tiers.

Enfin le rapport précise l'augmentation des droits d'enregistrement établis sur les donations entre vifs, que la proposition de loi Palmade ne faisait qu'indiquer. Les droits fixés par l'article 32 de la loi du 25 juin 1920 sont majorés de 50 0/0

pour toutes les donations autres que les donations par contrat de mariage.

Dans l'avis qu'il a présenté au nom de la Commission de Législation civile et criminelle, M. A. Delmont fait subir au texte de la Commission des Finances de profondes modifications. Il refuse d'admettre l'Etat dans les successions où il existe des descendants en ligne directe, des collatéraux tels que frères et sœurs ou descendants d'eux. Ce n'est point par raison de principe, explique-t-il, simple question d'opportunité : « considérant que, dans l'état actuel de nos mœurs, l'admission de l'Etat comme héritier réservataire en concours, soit en ligne directe, soit avec les frères et sœurs, causerait dans la vie familiale un *trouble profond* et jetterait une vive inquiétude dans les familles où l'intervention de l'Etat comme héritier venant exercer ses droits risquerait de troubler le fonctionnement de toute l'économie nationale ».

On n'est pas plus franc. C'est pourtant en faveur de ce système, quoique avec d'importantes restrictions, que se prononce M. A. Delmont. Il propose d'attribuer à l'Etat, « dans toutes les successions déferées à des collatéraux autres que les frères et sœurs ou, par représentation, aux neveux et nièces du défunt », une part réservataire de la moitié de la succession. Par contre, il n'estime pas nécessaire de lui refuser le bénéfice de l'application des

articles 815 et 826 du Code civil. M. A. Delmont repousse l'Etat-frère et l'Etat-enfant, il admet l'Etat-cousin (1). Le principe demeure : c'est l'essentiel.

(1) Avis présenté au nom de la Commission de Législation civile et criminelle. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la Séance du 22 janvier 1926.

CHAPITRE II

NATURE DU DROIT DE L'ÉTAT RECUEILLANT LES SUCCESSIONS EN DÉSHÉRENCE

Lorsque s'ouvre une succession *ab intestat* et qu'il n'existe aucun parent au degré successible pour la recueillir, elle revient tout naturellement à l'Etat.

A quel titre intervient-il alors ? Quelle est la nature de son droit ?

Telle est la question qu'il nous faut maintenant examiner.

Trois explications ont été tentées :

1° Le droit de déshérence est la conséquence du principe que l'Etat recueille les biens vacants et sans maître pour éviter un trouble social.

2° Le droit de déshérence est la conséquence d'un droit éminent de propriété retenu par l'Etat sur les biens des individus.

3° Le droit de déshérence est un véritable droit de succession.

Il ne s'agit pas d'une simple discussion d'école, ce n'est pas là une pure question de mots.

Si l'on considère actuellement l'Etat comme un

successeur irrégulier, exerçant à ce titre un véritable droit de succession, on admettra plus aisément la thèse de l'Etat Héritier. Ce ne serait que la simple aggravation d'un système déjà en vigueur : on ne pourrait dénoncer aucune innovation juridique, aucune création arbitraire du législateur.

Si, au contraire, conformément à la tradition historique qui, par delà la Révolution et la Féodalité, remonte jusqu'au Droit Romain, on ne reconnaît à l'Etat, dans le Code Civil, qu'un droit de police générale exercé pour prévenir un trouble social, on sera conduit à repousser la thèse de l'Etat Héritier et les conséquences qu'elle implique.

Quant à la troisième explication, nous ne ferons que la mentionner pour mémoire. L'Etat, créateur de la propriété individuelle, reprendrait possession, en cas de déshérence, des biens qu'il avait temporairement abandonnés : Droit éminent de propriété existant au profit de l'Etat sur les droits individuels. Cette thèse, tirée des faux principes du « Contrat Social » de Rousseau, invoquée au milieu du XIX^e siècle par l'Administration de l'Enregistrement, admise par quelques décisions de Jurisprudence, a été définitivement rejetée par la Cour de Cassation, le 23 juin 1857, après un rapport du Conseiller Laborie (1).

(1) C. de Cassation. S. 57.1.399

HISTORIQUE

En droit romain, il n'existait aucune limitation à la vocation héréditaire des agnats entre eux. Tel était le principe formulé par la loi des 12 Tables et confirmé par les *Institutes* (1).

Pour la cognation, au contraire, le préteur n'accordait la possession des biens que jusqu'au 6^e degré.

Après avoir supprimé toute distinction entre agnats et cognats, Justinien admit que l'héritier le plus proche en degrés devait exclure les autres, sans limitation du droit héréditaire (2).

Les droits de l'Etat ne s'ouvraient donc, en droit romain, qu'en l'absence de tout parent ou héritier acceptant la succession (3).

Le fisc ne vient qu'en dernier, *post omnes*.

ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

Dans les pays de droit écrit, où le Droit Romain était en vigueur, on interprète largement les règles établies par Justinien.

Dans les pays coutumiers, les successions s'étendent à l'infini, tant qu'on peut prouver la parenté.

Au début de la période féodale, les seigneurs

(1) *Institutes*, livre 3, titre 5, p. 5.

(2) Ch. III et IV de la *Nov.*, 118.

(3) Loi 4, *Bonis vacantibus*, XX.

hauts justiciers faisaient du droit de déshérence l'accessoire de la haute justice. A la fin de l'ancien régime, le droit de déshérence fut rattaché aux principes du droit féodal, qui se caractérise, on le sait, par le fractionnement du droit de propriété en deux parties : *domaine éminent, domaine utile*.

Quand il y avait déchéance de la succession, les deux fractions du droit de propriété se trouvaient réunies dans la même main. C'est ce qu'on appelait le droit de retour. La déshérence est donc la manifestation du droit de suzeraineté.

Puis vint une époque où le cas de déshérence le plus fréquemment invoqué fut la mort du vassal sans héritier. « Le droit de déshérence était un effet direct du contrat de fief » (1).

C'était donc le suzerain immédiat du vassal mort sans héritier qui aurait dû exercer ce droit, et ce n'est qu'à défaut de seigneurs concessionnaires intermédiaires qu'il aurait dû revenir au roi; en fait, ce dernier exerça seul, *omisso medio*, le droit de recueillir les biens laissés en déshérence.

Une fois de plus, les nécessités politiques, la tendance vers la centralisation, le dogme de la raison d'Etat, justifèrent une pratique arbitraire, en contradiction flagrante avec les principes les mieux établis du droit féodal.

(1) VALLIER, Le fondement du droit successoral en Droit Français. *Thèse Paris*, 1902, p. 519.

A la fin de l'ancien régime, on considéra le droit de déshérence comme un droit régalien. Il est la conséquence directe du droit de souveraineté (1).

Le roi succédait aux biens, *loco hæredis*. Il n'était pas un véritable héritier, continuant la personne du défunt; ce point, les éditeurs du *Traité des Domaines*, de Lefebvre Laplanche, l'établissent formellement. « On disait, écrivent-ils, que le roi était successeur aux biens et non successeur à la personne, comme les autres héritiers » (2).

Non contents d'avoir montré que le fisc n'est pas héritier, ils s'efforcent, par un raisonnement perspicace, d'apporter les preuves de leur affirmation. Après avoir rappelé les formalités nécessaires, dans le droit romain primitif, pour que puisse s'effectuer la transmission de la succession, ils ajoutent : « Notre système est différent. S'il (le fisc) n'est pas héritier, il est, suivant l'expression ordinaire, *loco hæredis*. Nous disons qu'il n'est pas héritier, parce qu'il est à remarquer qu'en effet son titre est antérieur à celui d'héritier : c'est pour son exclusion qu'on a imaginé cette subrogation d'une personne à une autre; il ne se retrouve que parce que, les degrés de cette subrogation épuisés, les choses se retrouvent dans l'état primitif. Il recueille donc les

(1) LEBRET, *Souveraineté*, III, 12.

(2) Explications des Editeurs du *Traité des Domaines* de Lefebvre Laplanche, 521.

biens sans se revêtir de la personne et sans se soumettre à l'obligation personnelle du défunt; seulement il recueille les biens avec leurs charges et répond comme biens tenant aux poursuites des créanciers *intra vires emolumentis*, en vertu de la règle : *bona non intelliguntur, nisi deducto ære alieno* » (1).

Peut-on être plus explicite? Peut-on soutenir encore que, sous l'ancien régime, le roi recueillait les successions en déshérence à titre héréditaire, qu'il exerçait sur ces biens un véritable droit de succession ?

Il semble, certes, qu'il faille plutôt expliquer par les principes du système féodal l'attribution au roi des successions en déshérence. « On sait que les héritages tenus à fief se composaient, à l'origine, des biens pris par les conquérants aux vaincus et concédés par le roi, à titre purement viager, à ses lieutenants, à ses soldats, mais à charge du service militaire. Ce bénéfice perdit bientôt ce caractère et devint héréditaire. Chaque grand seigneur fit bientôt à son tour des concessions perpétuelles, à charge de foi et d'hommage et de service militaire, à d'autres gentilshommes, puis ceux-ci à d'autres, et la hiérarchie féodale qui avait pour base la concession de la terre était fondée ».

(1) *Ibid.*, Préface.

C'est donc le roi qui a, sinon l'exercice, du moins la jouissance du droit de déshérence (1).

« On voit bien, écrit Lebret, des rois sans royaume, mais l'on ne peut pas voir des royaumes sans rois, et des terres sans seigneurs. Sitôt que l'un abandonne, l'autre s'en saisit; s'il a un héritier, il lui succède, s'il n'en a pas, le fisc entre à sa place. »

Le roi, à cette époque, représentant de l'Etat, était donc, en sa qualité de seigneur supérieur, l'unique propriétaire des terres féodales.

« C'est la théorie, écrit encore Laveleye (2), qui était dans son plein épanouissement au moment de la conquête de l'Angleterre par les Normands. On y admit que le roi était devenu propriétaire de tout le territoire et, depuis lors, toute terre fut considérée comme cédée par le souverain. C'est pour ce motif que Blackstone et les autres jurisconsultes anglais admettent encore aujourd'hui que la terre anglaise appartient à la couronne. »

Ce principe de la directe universelle, appliqué en Angleterre, reçut en France une double consécration. L'article 383 du Code Michaud marque la première reconnaissance officielle de ce prin-

(1) L'Etat, considéré comme successeur aux biens. *Thèse Toulouse*, 1898.

(2) *De la propriété et de ses formes primitives*.

cipe : « ... Sont tous héritages ne relevant d'aucuns seigneurs, censés relever de nous... ».

Louis XIV à son tour, dans l'édit de 1692, proclame que toutes les terres sont concédées par la couronne.

« L'application continuelle que nous avons à rechercher toutes les parties de notre domaine qui ont été ci-devant aliénées et usurpées, nous ayant fait connaître que nous n'avons point de droit ni mieux établi ni plus inséparablement attaché à notre couronne que celui de la mouvance et de la directe universelle que nous avons sur toutes les terres de notre royaume. »

Admise par de pareilles autorités, consacrée par de tels documents, de moins en moins contestée, la théorie de la directe universelle aurait peut-être triomphé définitivement quand la Révolution éclata.

N'est-il pas, dès lors, plus logique, plus conforme à la vérité historique, de penser que le roi agissait en vertu de son droit de souveraineté, recueillait les successions en déshérence pour que les citoyens ne se les disputassent pas entre eux, pour éviter un trouble social et l'attribution privative, à quelques-uns, des biens qui, en stricte justice, auraient dû être répartis entre tous ?

La Révolution, en consacrant, pour les biens en déshérence, les droits de la Nation, voulut

effacer jusqu'au souvenir même du passé. Sans se prononcer sur la nature du droit de déshérence, la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1791 dispose, dans l'article 3 : « Tous les biens et effets, meubles et immeubles, demeurés vacants et sans maîtres, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la Nation ».

Le rapport d'Enjubault qui précéda le vote de la loi ne fournit aucune indication d'où l'on puisse déduire une construction doctrinale quelconque. « Il ne semble même pas que les théories de Rousseau, alors si en faveur, aient eu ici quelque influence » (1).

Il aurait été surprenant que la Révolution, ivre d'égalité, n'eût pas songé à attribuer, dans chaque succession, une part réservataire à l'Etat, afin de morceler les fortunes et de détruire les grands patrimoines.

Ce but, il est vrai, c'est par un autre moyen qu'elle pensa l'atteindre. Une loi du 17 nivôse an II, article 16, réduisit à presque rien le droit de disposer à titre gratuit.

Un individu ne pouvait disposer que du dixième de ses biens en présence d'héritiers directs, du sixième en présence des seuls collatéraux. De

(1) VALLIER, Thèse précitée, 522.

plus, cette quotité disponible ne pouvait être donnée à l'un des héritiers. « Cette loi funeste produisit de tels effets qu'il fallut bientôt l'abandonner ; elle fut abrogée le 4 germinal an VIII, après avoir amoncelé inutilement bien des ruines » (1).

Dès 1790, Saint-Just, qui voulait faire revenir le plus souvent possible les successions à l'Etat, supprimait la successibilité entre conjoints (2).

Peu après, un décret prescrivait qu'à défaut de collatéraux ou de conjoints, les biens revenaient à l'Etat (3).

Dans son plan de Code Civil, lu au comité de législation le 8 juillet 1793, Durand-Maillane, sans être aussi hardi, proposait déjà de faire concourir l'Etat avec les successibles. D'après ce projet l'Etat aurait pris :

1/12 de la succession en présence de parents au 4^e degré ;

1/10 de la succession en présence de parents au 7^e degré ;

la moitié de la succession en présence de parents du conjoint.

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit Civil*, III, 809, 9^e édition.

(2) *Institutions républicaines de Saint-Just*, Buchez et Roux, XXXV, 304.

(3) Décret du 21 novembre 1790 sur *la Législation domaniale*, art. 3.

la totalité de la succession en présence d'autres parents.

Certes, il n'était pas question d'attribuer à l'Etat une part, si minime fût-elle, dans les successions en ligne directe, et encore moins, même au cas où il héritait, de préciser que cette part serait réservataire.

Cependant, c'était là une conception hardie pour l'époque. Moins d'un an auparavant, en réaction contre l'excès de réglementation qui caractérisait le régime des corporations, l'Assemblée constituante votait la loi Le Chapelier, chef-d'œuvre de l'esprit individualiste qui régnait alors parmi les économistes, unanimes à proclamer les bienfaits du « laissez faire » et du « laissez passer ».

Un douzième de la succession à l'Etat, en concours avec des parents au 4^e degré, n'est-ce pas considérable à une époque où, tant en pays coutumier qu'en pays de droit écrit, on ne connaissait pas de limites à la dévolution héréditaire ?

Plus extravagant encore est le projet qu'expose Billaud-Varenne dans ses *Eléments de Republicanisme* (1793).

Désireux d'établir une « répartition de biens sinon absolument égale, au moins proportionnelle entre tous les citoyens », il veut fixer un maximum à la fortune territoriale, supprimer la faculté de tester, limiter les donations. André Lichtenberger

résume ainsi son projet (1) : « Chaque citoyen riche sera présumé avoir cinq enfants, entre lesquels ses biens seront également partagés ; lorsqu'il en aura moins, l'Etat lui adjoindra autant d'enfants adoptifs qu'il sera nécessaire. En outre, un maximum sera fixé à la part de chaque enfant. Le partage fait, l'excédent, s'il y en a, reviendra à l'Etat ».

Ce n'est pas encore l'Etat héritier, c'est déjà la réglementation étroite et tyrannique d'un Etat jaloux de ses prérogatives, se dressant contre la famille qu'il devrait protéger, défendre et favoriser par tous les moyens.

Arrivons au Code Civil.

Quel est, dans l'esprit du législateur de 1803, le fondement du droit de déshérence ?

Nous avons indiqué plus haut que trois systèmes avaient été soutenus à ce propos. Pour les uns, le droit de déshérence serait une conséquence de ce principe que l'Etat doit recueillir, pour éviter un trouble social, les biens vacants et sans maître.

Pour les autres, il serait la conséquence du droit éminent de propriété retenu par l'Etat sur les biens des individus.

Pour d'autres enfin, il constituerait un véritable droit de succession au profit de l'Etat.

(1) André LITCHTENBERGER. *Le Socialisme et la Révolution Française*, 122.

« De ces trois explications, la première seule, écrit Vallier, me paraît admissible et c'est celle que je crois devoir adopter encore maintenant en droit positif français » (1).

Telle est aussi notre conviction. Elle se base sur les textes. Nous considérons, en effet, qu'elle résulte, de façon péremptoire, de la combinaison des articles 539, 713 et 766 du Code Civil.

L'article 539 pose le principe : « Tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritier ou dont les successions sont abandonnées appartiennent au Domaine public ».

Quant aux articles 713 et 768, ils ne sont en réalité que le développement de ce texte. Le premier dispose que « les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat », et le second décide qu'à « défaut de conjoint survivant la succession est acquise à l'Etat ». Nous croyons cependant, avec Vallier, qu'il est inexact de dire, comme on le fait généralement, que l'article 768 n'est que la répétition de l'article 713.

Comment, *a priori*, supposer une répétition aussi vaine dans des articles compris tous deux dans la même partie du Code Civil, sous le même titre général, *Des Successions* ?

Comment admettre cette tautologie de la part

(1) VALLIER, Thèse précitée, 523.

des rédacteurs du Code, d'habitude si sobres dans leurs expressions, si avides de clarté, de rigueur et de précision ? Faut-il croire qu'ils aient gratuitement répété, à si peu de distance, la même chose sous une autre forme ?

En réalité, les deux textes visent des biens d'origine différente.

L'article 713 envisage des biens considérés individuellement, *ut singuli*.

L'article 768, au contraire, vise une masse de biens, prise en bloc, et qui a conservé son caractère d'universalité juridique.

Mais ce qui reste commun aux deux textes, c'est le motif qui a inspiré le législateur dans l'attribution à l'Etat des diverses catégories de biens par lui envisagées. Partout se révèle le même souci ; partout les mêmes raisons d'ordre public.

Il faut éviter toute contestation au sujet de biens qui, ne pouvant sans injustice être attribués à quelques-uns, doivent être répartis entre tous.

Les travaux préparatoires du Code Civil ne laissent aucun doute à cet égard : « Le Fisc ou le Trésor de la République recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter, pour cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu, appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens jouissant pour l'avantage commun, il prévient les désordres

qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants d'une succession vacante » (1).

Vallier écrit : « Il est impossible de trouver un texte plus formel que celui-là. Il y aurait un trouble social si les individus avaient pu s'emparer un à un des biens de la succession : pour prévenir ce trouble, la loi attribue à l'Etat l'universalité de la succession » (2).

M. Ambroise Colin, dans une note substantielle au Dalloz (1902.2.177), a soutenu cependant que l'Etat devait être considéré comme un véritable successeur. A l'appui de ce système il fait remarquer tout d'abord que l'Etat ne recueille pas les biens individuellement, mais dans leur ensemble « en tant qu'ils constituent une universalité juridique, un patrimoine ».

Est-il exact de soutenir qu'une acquisition universelle ne puisse répondre qu'à un droit de succession et qu'elle suppose nécessairement la qualité d'héritier ? Nous ne le pensons pas.

Une acquisition universelle n'est pas toujours une acquisition d'ordre successoral.

N'y a-t-il pas des cas d'acquisition légale ?

L'article 127 du Code Civil n'attribue-t-il pas aux

(1) SIMÉON, Dans Fenet. F. 12, 233.

(2) VALLIER, Thèse précitée, 525.

administrateurs légaux des biens des absents les 4/5 ou les 9/10 des revenus de ces biens selon que l'absent reparaît avant ou après 15 ans, la totalité des revenus après 30 ans.

Et qu'est-ce, en réalité, que la prescription, sinon l'attribution légale d'un bien à un possesseur qui peut être de mauvaise foi, à un voleur même, que le législateur; pour des raisons d'utilité sociale, entend considérer comme un légitime propriétaire?

L'article 2.279 n'assimile-t-il pas, pour les meubles, le possesseur au propriétaire?

Il convient, au surplus, de noter les remarques suivantes : l'idée fondamentale qu'on trouve à la base de la dévolution successorale en droit français, est essentiellement celle de l'affection présumée du défunt. Ce dernier est censé préféré ses parents aux étrangers. Bien plus, il est tenu à leur égard, d'un devoir de protection et d'assistance. Si donc les biens successoraux passent aux parents du *de cujus*, c'est que ce dernier est présumé vouloir témoigner une affection légitime, remplir un devoir essentiel. Mais, lorsqu'il s'agit de l'Etat, on ne saurait, sans ridicule, parler d'affection présumée, on n'aime pas l'Etat; de devoir familial, l'Etat n'est pas un parent. En réalité, l'attribution a pour raison d'être, le législateur lui-même l'a affirmé, des nécessités de police.

Peut-on soutenir, dès lors, qu'il y ait lieu d'assi-

miler l'Etat aux parents qui succèdent, et, parce que ces derniers ont le titre d'héritiers faut-il, d'emblée, donner à l'Etat ce nom qui ne saurait lui convenir? En réalité, l'Etat n'est pas un héritier ayant droit à l'affection du défunt, c'est un gendarme qui maintient l'ordre dans la rue. Il n'hérite pas, il met certains biens à l'abri des convoitises individuelles.

Qu'importe donc la consistance des biens par lui recueillis, et le fait qu'ils constituent ou non une universalité juridique n'est-il pas fort éloigné du litige réel?

Qu'importe encore que l'Etat doive acquitter le passif qui grève ces mêmes biens! Les créanciers ont titre, ils doivent être désintéressés, ils ne font point partie de la foule anonyme et avide qu'il faut maintenir.

La jurisprudence est allée, il est vrai, plus loin encore : elle admet que l'administration des Domaines peut demander l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent lorsqu'il n'existe ni héritier présomptif ni successeur d'un ordre plus rapproché.

De ce que l'Etat peut, dans certains cas exceptionnels, demander l'envoi en possession, faut-il donc nécessairement conclure qu'il soit un véritable héritier, assimilable au particulier qui succède? Nous sommes loin de l'admettre.

La distinction que nous avons adoptée permet

de réfuter cette objection. Voici à ce propos le témoignage de M. Huc :

« La situation (de l'Etat) se rapproche de celle de l'héritier, en ce qu'ils acquièrent tous deux une universalité, et c'est uniquement de là qu'émanent les ressemblances qui existent entre la condition de l'un et la condition de l'autre. L'Etat recueille une universalité juridique, c'est-à-dire un ensemble de droits représentant un actif et un passif ; il se trouve dans la situation de tout individu appelé à recueillir une universalité et précisément dans une situation analogue à celle de l'héritier lui-même » (1).

Vallier écrit encore : « De même, on comprend parfaitement que puisqu'il (l'Etat) doit recueillir l'hérédité à défaut d'héritier, il puisse demander l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent à défaut de tout héritier présomptif. Ce droit n'est que le corollaire de l'autre et on ne peut pas plus, de l'un que de l'autre, conclure en faveur de l'Etat à un titre héréditaire » (2).

Mais, pour établir la thèse de l'Etat successeur, on a invoqué des arguments plus spécieux. L'Etat, dit-on, est primé parfois, dans ses droits successoraux, par certains établissements publics (3) notam-

(1) HUC, V, § 139.

(2) VALLIER, Thèse précitée, p. 526.

(3) Avis du Conseil d'Etat du 14 octobre 1809, approuvé le

ment la Caisse des Invalides de la marine et la Caisse des Retraites pour la vieillesse, instituées par les lois du 30 août 1791 (art. 8) et du 20 juillet 1886 (art. 18). L'Etat renonce en faveur de ces établissements à son droit de déshérence.

Il y a là une pétition de principes. L'Etat cède son droit sur certains biens à des organismes déterminés. Or, le droit de ceux-ci est de même nature que celui de l'Etat, et pour qu'il fût un droit de succession, il faudrait d'abord que le droit de l'Etat fût tel (1). C'est précisément ce qu'il faut démontrer et la question reste entière.

Pour les hospices, l'hypothèse est différente. On leur attribue les biens laissés par les malades et orphelins pour les dédommager des dépenses faites. C'est une sorte d'indemnité. Il n'est pas certain que l'Etat considère ces biens comme des biens en déshérence.

« Aucun texte ne consacre le droit des Hospices comme droit de succession », écrit Vallier, qui en apporte une preuve décisive : « l'Etat ne perçoit pas de droits de mutation sur les biens recueillis par les hospices ; c'est donc bien que, d'après lui, il n'y a pas là de droit de succession ».

3 novembre, inséré au *Bulletin des Lois*, B. 248, n° 4778 et ayant force de loi. Art. 8 de la loi du 5 pluviôse an XII.

(1) VALLIER, Thèse précitée.

Dans sa note au Dalloz, M. A. Colin, qui cherche moins à démontrer la consécration par notre législation positive de la thèse de l'Etat successeur qu'à souhaiter la réalisation de cette réforme, invoque un argument de principe qu'il considère comme particulièrement probant.

« On concevrait, écrit-il, qu'on refusât à l'Etat la qualité d'héritier dans une législation qui, à l'exemple de l'ancienne jurisprudence française ou de la loi du 17 Nivôse an II, ne déterminerait pas limitativement le degré de parenté successible et déclarerait les parents habiles à succéder, à quelque degré que ce soit ; alors on serait autorisé vraiment à dire que l'Etat recueille les biens en déshérence et comme *res nullius*. Mais une telle idée n'est pas conciliable avec les dispositions d'un Code qui restreint au 12^e et bientôt peut-être, au 6^e degré, la série des héritiers *ab intestat*. Or, tant qu'il existe un membre de la famille, si éloigné soit-il, peut-on dire, sans heurter au moins l'opinion de ceux qui admettent le droit supérieur de la famille, qu'on se trouve en présence de biens vacants et sans maîtres » (1) ?

La limitation de la successibilité, même réduite au 6^e degré, comme elle l'a été par la loi du 30 décembre 1917, ne me paraît en rien influencer sur

(1) D. 1902.2.178. Note de M. Ambroïse Colin.

la nature du droit de l'Etat recueillant les successions en déshérence. « Au point de vue de la loi, répond Vallier, qu'importe que les biens soient recueillis parce qu'il n'y a réellement plus de parents ou seulement parce qu'il y a encore des parents ne se trouvant pas légalement à un degré successible ? Aux yeux de la loi, c'est tout un. Un parent qui n'est pas au degré successible est pour la loi parent qui n'existe pas. Et ceci est vrai, que la successibilité soit limitée au 12^e degré comme aujourd'hui (1902), ou au 4^e, comme elle le sera demain. Aux yeux de la loi, il n'y a pas de parenté naturelle, il n'y a qu'une parenté légale.

A défaut de parents légaux, les successions se trouvant sans titulaires, c'est à l'Etat de les recueillir, parce qu'il ne connaît personne qui puisse les réclamer » (1).

Il n'en aurait été autrement que si la loi du 30 décembre 1917, qui a limité la vocation héréditaire légale au 6^e degré, avait expressément conféré un droit de succession à l'Etat. Or, il n'en a rien été. « Cette réforme, qui avait été réclamée depuis longtemps, écrit M. Planiol, a été faite dans le désir avoué de faire revenir au fisc le plus grand nombre possible de successions privées ».

Une fois réfutés les arguments qui tendent à

(1) Thèse précitée, 538.

reconnaître à l'Etat, sur les biens en déshérence, un droit successoral, nous invoquerons, en faveur de la thèse que nous soutenons, les travaux préparatoires du Code, des arrêts de jurisprudence, enfin l'autorité des grands noms de la Doctrine.

Invité à présenter des observations sur le projet du Code Civil, le tribunal de Lyon déclare :

« La Nation et les Communautés ne doivent acquérir que ce qui leur est absolument nécessaire. Tous les biens appartenant à la Nation, aux communes, aux établissements publics, coûtent beaucoup d'entretien, rendent peu, sont en général plus mal cultivés, plus mal régis, privent la Nation des profits qu'elle en tirerait par l'impôt et par leur circulation dans le commerce » (1). Et le tribunal de Lyon conclut par ce vœu impératif :

« La République ne doit jamais hériter » (2).

Plus catégorique encore, le discours préliminaire du Code Civil fait cette déclaration, que, « sur des biens rendus vacants par la mort du propriétaire, on ne voit d'abord d'autre droit proprement dit que le droit de l'Etat. *Mais que l'on ne s'y méprenne pas, ce droit n'est et ne peut être un droit d'hérédité : c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Jamais le droit de succéder aux*

(1) FENET, IV, 92.

(2) *Ibid.*, IV, 113.

fortunes privées n'a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique... L'Etat ne succède donc pas (1).

Certains arrêts jurisprudentiels ne sont pas moins explicites.

Parmi les considérants qui motivent un jugement du tribunal civil de la Seine, détachons celui-ci :

« Chaque Etat exerce alors, *non pas un droit héréditaire*, puisque sa vocation suppose nécessairement qu'il n'existe aucun héritier, mais le droit éminent de sa souveraineté, en vertu duquel il est approprié de tous les biens sans maître qui se trouvent sur son territoire » (2).

Et encore, dans un arrêt postérieur, ce considérant suggestif : « Attendu, en effet, que si les héritiers légitimes, les enfants naturels et même le conjoint survivant puisent leur habileté à succéder dans l'affection du *de cujus*, il n'en peut être ainsi pour l'Etat, qui ne recueille la succession que dans un intérêt d'ordre public et peut-être même dans un intérêt fiscal... » (3).

La Doctrine est aussi affirmative. Nous avons cité plus haut le témoignage de Huc ; citons maintenant celui de Demolombe :

(1) *Ibid.*, I, 518.

(2) *Journ. dr. intern.*, 1893, 123.

(3) Paris, 13 déc. 1901. S. 1902.2.37.

« L'Etat n'est pas un héritier, car il acquiert à titre de déshérence, c'est-à-dire, en vertu d'un titre qui suppose nécessairement qu'il n'y a pas d'héritier » (1).

Voici enfin, pour clore cette liste de témoignages, celui de M. Planiol :

« L'Etat n'est pas un héritier ; il ne *succède* pas au défunt en vertu d'une vocation héréditaire : c'est son droit de souveraineté qu'il exerce » (2).

L'interprétation rationnelle des textes du Code Civil, les précédents historiques, les travaux préparatoires, ce triple faisceau de preuves, permet d'affirmer que la conception de l'Etat héritier est en contradiction formelle avec notre droit positif actuel.

*
* *

Au cours du XIX^e siècle, différentes propositions de loi, en restreignant les droits de la famille, tendirent à faire revenir au fisc une part sans cesse accrue de biens héréditaires, grevés d'impôts toujours plus lourds, aujourd'hui écrasants.

En 1857, on réclame la limitation du droit successoral au 4^e degré (3).

(1) Demolombe, XIV, 259.

(2) PLANIOL, Ouv. cité, III, 418.

(3) *Moniteur Officiel*, 1857, p. 544, suppl. au numéro 106, p. 2.

En 1872, au 8^e degré (1).

En 1884, au 6^e degré (2).

En 1885, M. Sabatier et 24 de ses collègues veulent la limiter au 5^e degré.

En 1891, MM. Barodet, Mathe, Raspail, etc... déposèrent une proposition de loi ayant pour but la suppression de l'hérédité en ligne collatérale; rien, jusqu'ici, ne différencie cette tentative de celles qui l'ont précédée; elle est plus radicale seulement, puisqu'au lieu de limiter l'hérédité collatérale au 3^e degré, elle la supprime entièrement, mais, soucieux d'éviter que la loi accorde aux personnes sans enfants la liberté absolue de tester qu'elle refuse aux pères et mères de famille, ces auteurs ont complété, quelques jours plus tard, leur proposition de loi par un nouvel article « assurant à l'Etat, dans les successions collatérales, la part réservée par l'article 913 du Code Civil dans les successions directes à l'enfant unique » (3).

Il n'est encore question que d'accorder à l'Etat une part dans les successions collatérales; c'est déjà une part réservataire; un degré de plus et c'est, avec la formule brutale de M. Palmade :

(1) Impressions de l'Assemblée Nationale, n° 117.

(2) Chambre des Députés, 1884, n° 2753.

(3) *Documents parlementaires*, Ch. des Députés, 1891, Ann. n° 1131.

l'Etat, en concours avec les propres enfants du défunt, héritier réservataire dans chaque succession, même en ligne directe.

En 1903, M. Klotz propose la limitation de la dévolution successorale au 4^e degré (1).

Au cours de la guerre, l'accroissement formidable des dépenses publiques et l'impérieuse obligation d'y faire face, dans un court délai, ont conduit un certain nombre de députés à envisager le relèvement des droits successoraux.

MM. Maurice Bokanowski, Paul Benazet et Paul Aubriot, Louis Andrieux, Paul Constans, Edouart Barthe et Etienne Rognon, ont, tour à tour, proposé d'attribuer à l'Etat, une part plus ou moins importante dans les héritages. La plus caractéristique de ces propositions, la plus intéressante aussi, à certains égards, est celle qu'a déposée, le 26 juin 1915, M. Maurice Bokanowski. Celui-ci poursuit un double but :

1^o Remédier à la diminution des naissances qui, écrit-il, est due non pas à l'incapacité physique de la race, mais exclusivement à un acte de volonté.

2^o Procurer, d'autre part, des ressources importantes au Trésor.

Il propose donc d'attribuer à l'Etat, dans toutes les successions qui ne seront pas déférées à qua-

(1) *Journal Officiel*, Débats parlementaires. Session ordin. 1903, p. 1045.

tre enfants, au moins, « la portion réservataire d'un enfant légitime ».

Si nous ne pouvons que rendre hommage à l'effort tenté par M. Bokanowski en vue de remédier à la crise mortelle de la dépopulation — qui menace la France dans son existence même — nous estimons pourtant périlleux et inefficace le moyen auquel il a recours.

Si M. Bokanowski avait stipulé que les sommes ainsi prélevées par l'Etat seraient exclusivement versées à une Caisse de la Natalité et réparties entre les familles de plus de 4 enfants, peut-être aurions-nous souscrit sans réserve à cette tentatives audacieuse. Sous la forme où l'a présentée M. Bokanowski, nous la croyons plus pernicieuse qu'efficace. Introduire l'Etat dans les successions déférées à moins de 4 enfants, en lui donnant « la qualité et les droits d'un héritier réservataire » c'est consacrer un principe singulièrement dangereux car, une fois admis, certains hommes politiques, perdant de vue le motif qui l'a inspiré, s'en serviraient, non plus au profit de la famille française, mais contre elle. La proposition de loi de MM. Palmade, etc., montre qu'une telle crainte n'est pas chimérique.

Renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle, la proposition de M. Bokanowski, modifiée par lui, fut présentée sous forme

d'amendement au projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales.

Enfin, en 1926, M. Palmade et plusieurs de ses collègues déposèrent sur le bureau de la Chambre la proposition de loi instituant l'Etat héritier, même dans les successions en ligne directe. L'analyse que nous en avons donnée au début de cette étude, nous dispense d'y revenir ici.

Ce que nous pensons avoir prouvé, c'est que cette réforme, loin d'être la simple confirmation d'un état de choses préexistant, est en réalité une innovation juridique. Quel est donc le but de cette réforme, si grosse de conséquences ?

La raison — on peut dire le prétexte — invoquée, c'est, déclare expressément l'Exposé des motifs, « le droit pour l'Etat de se faire représenter, dès l'ouverture de la succession, dans les opérations de liquidation et de partage : droit d'autant plus intéressant qu'il pourra s'exercer à l'égard des successions mobilières ouvertes à l'étranger ; c'est la possibilité, pour l'Etat, d'être représenté, lors de l'ouverture des coffres possédés par des Français en pays étrangers, lors de la liquidation de leurs comptes en banque ».

Aujourd'hui le pouvoir de l'Etat, puissance publique, s'arrête à la frontière. Soucieuses de garantir leur souveraineté contre tout empiètement, les nations étrangères refusent au fisc la

faculté de poursuivre chez elles les biens de ses ressortissants.

Si, au contraire, on fait de l'Etat un véritable héritier au sens de l'art. 731 du Code Civil, c'est alors, « d'après les principes consacrés par le droit international privé, la loi nationale du *de cuius* ou, tout au moins, la loi de son domicile, qui régit la dévolution de sa succession mobilière ».

Le pouvoir de l'Etat-Fisc est purement territorial ; il ne peut franchir les frontières. L'Etat-Héritier, universel, international, verra son empire s'étendre jusqu'aux confins du monde.

Cette mesure sera-t-elle efficace ? Suffira-t-il, ainsi que l'a rappelé spirituellement M. Barthélemy, de renouveler l'astucieuse opération de Gorenflot, baptisant carpe son lapin, de baptiser l'Etat-Fisc pour qu'aussitôt « les frontières s'ouvrent toutes grandes devant lui » ?

Les pays étrangers ne prendront-ils pas des mesures pour empêcher l'Etat français de pénétrer ainsi sur leur territoire à la faveur d'une loi de circonstance, dictée par un intérêt fiscal ?

Peut-on supposer, de leur part, une si déconcertante générosité ? A-t-on le droit d'escompter pareille candeur, à une époque où la presse internationale, les Revues de droit comparé, mettent chaque pays en mesure de connaître les principaux courants législatifs économiques et sociaux

qui traversent les grands Etats du monde entier ?

Mais il y a mieux encore. Il ne faut pas s'en tenir à des raisonnements abstraits, même si la logique et le bon sens commandent de les formuler. En matière de sciences sociales, il faut n'admettre qu'une méthode, l'observation; n'avoir qu'un critérium, l'expérience. L'éloquence brutale des faits est plus probante que les considérations les plus péremptoires, les déductions les plus rigoureuses.

A la séance de la Chambre, le 8 février 1926, M. Palmade a dit : « Si la réforme des taxes successorales est examinée, nous passerons en revue les textes des législations étrangères, confirmés par les monuments de la jurisprudence, décidant de la manière la plus nette que, si aucun Etat n'a qualité pour plaider utilement en matière fiscale sur un territoire étranger, parce que le recouvrement de l'impôt est du domaine de la souveraineté territoriale, le droit successoral, au contraire, franchit les frontières, tout au moins dans l'état actuel de la civilisation, et des monuments de législation et de jurisprudence, que nous pourrions produire, décident que, si un Etat est investi de la qualité d'héritier, il n'y a aucune objection à le laisser plaider en territoire étranger... ». Et, comme M. Biré, devant une affirmation pareille, interrompait l'orateur pour s'écrier : « Juridiquement c'est impossible », M. Palmade reprit :

« J'indique seulement, parmi les arrêts que je pourrais citer le moment venu, un arrêt de la Cour de Turin de 1922, qui décide, conformément à ce que je disais il y a un instant, qu'un Canton suisse, investi par sa loi nationale de la qualité d'héritier, a le droit de venir, en territoire italien, revendiquer une succession. Voilà ma réponse à l'impossibilité juridique » (1) :

M. Palmade évoque donc un précédent : étudions le, il est suggestif.

Il s'agit d'un arrêt rendu par la Cour de Cassation de Turin dans un litige survenu à propos d'une succession laissée en Italie par un sujet suisse et que se disputaient la Suisse et l'Italie. Le Consul de la confédération Helvétique réclamait l'envoi en possession des biens laissés par son ressortissant. Il arguait, dans ce sens, de la qualité d'héritier du Gouvernement suisse. La Cour de Cassation écarta la demande du Consul en raisonnant ainsi. La disposition du Code Civil suisse (art. 466) qui attribue au canton du défunt la qualité d'héritier est essentiellement une règle territoriale. Il n'y a donc pas lieu de prendre en considération la nationalité du *de cujus*. Il s'ensuit que, quoique l'Etat italien ait la qualité d'héritier, les biens compris dans la succession d'un Italien domicilié en Suisse seraient

(1) *Journal Officiel*, 9 février 1926. Débats parlementaires.

à juste titre appréhendés par les autorités du canton. Parallèlement, l'Etat suisse, bien qu'héritier, ne peut prétendre aux biens laissés par un Suisse en Italie. La solution contraire heurterait, en effet, le principe de la réciprocité entre nations.

Ainsi, tout en affirmant sa qualité d'héritier, l'Etat italien ne se reconnaît aucun droit à des biens laissés par l'un de ses ressortissants en Suisse. Il tranche le litige en refusant à l'Etat suisse, héritier, tout droit sur les biens laissés par son ressortissant en Italie.

Il paraît singulier que nos adversaires aient pu invoquer en leur faveur une décision si nettement hostile à la thèse qu'ils défendent.

Je ne sais s'il y a une impossibilité *juridique* à laisser un « Etat investi de la qualité d'héritier plaider en territoire étranger », mais ce que l'exemple même invoqué par M. Palmade me permet d'affirmer, c'est qu'il y a, en l'espèce, une impossibilité *pratique* à agir de la sorte.

C'est en ce sens que se prononce M. Jules Valéry, professeur de droit international privé à l'Université de Montpellier, doyen honoraire de la Faculté de Droit, dont l'avis est particulièrement autorisé, puisque c'est par l'analyse qu'il a donnée de la décision précitée, que M. Palmade a connu cette dernière.

Quant aux autres arrêts étrangers que M. Pal-

made se flatte de pouvoir citer « le moment venu », M. Valéry déclare les ignorer complètement. Par contre, il cite une décision de la Haute-Cour de Justice d'Angleterre (Chancery Court, 18 mars 1902), qui repousse la demande d'envoi en possession de biens laissés par un Autrichien en Angleterre. Cette demande était formée par l'Etat austro-hongrois, qui se fondait sur les considérations suivantes :

« La Couronne ne réclame pas un héritage. Elle réclame ce que les vieux auteurs appelaient la *glans caduca*, le gland tombé de l'arbre et non le gland attaché à l'arbre. C'est parce que personne ne représente le défunt que la Couronne peut recueillir ses biens. Il n'y a pas de succession. On a fait valoir que la législation successorale de l'Autriche était différente de la nôtre. Mais ces différences ne sont ici d'aucune importance... ».

Croit-on que l'Italie, croit-on que l'Angleterre consentiraient à laisser davantage l'Etat-Fisc français, brusquement transformé pour les besoins de la cause en Etat-Héritier, s'immiscer ainsi sur leur propre territoire pour y appréhender une succession ?

Certainement, répondra-t-on, à la condition qu'il y ait réciprocité. Là, encore, le projet de l'Etat Héritier se heurte aux principes les mieux établis de notre législation positive.

Les obstacles qu'elle ne manquerait pas de susciter, dans ce cas, ont apparu avec éclat lors de la question soulevée par une affaire, qui, mettant en cause le Saint-Siège et plaidée par Waldeck-Rousseau, fit quelque bruit vers la fin du siècle dernier, celle du testament de la marquise du Plessis-Bellière. Celle-ci ayant institué héritier le Pape, comme chef de l'Eglise catholique, le Tribunal de Montdidier avait considéré le Saint-Siège comme une personne souveraine capable, comme telle, de recevoir des libéralités (1).

La Cour d'Amiens, estimant que l'Eglise catholique n'était pas un établissement public reconnu par la loi française, a repoussé cette interprétation et s'est « rattachée à une opinion — écrit M. Pillet qui combat vivement cet arrêt — dont les conséquences logiques seraient de priver de toute capacité sur notre territoire les Etats étrangers » (2).

Dans un rapport lu devant la Chambre des Requêtes, au sujet de cette affaire, M. le conseiller Cotelle, rappelle que « les Etats ou les Souverains étrangers sont capables, soit d'acquérir en France à titre particulier, soit même d'y recueillir des suc-

(1) Jugement du Tribunal de Montdidier, 4 février 1892. *Clunet*, 1892, p. 447.

(2) Antoine PILLET, *Traité pratique de Dr. Intern. privé*, 343; Amiens, 28 février 1893, S., 95.2.57, avec une note de M. Pillet.

cessions, lorsqu'ils entretiennent avec nous des relations diplomatiques, dont l'échange est la seule forme dans laquelle les nations reconnaissent mutuellement leur existence politique ». Plus loin, discutant la « nécessité de l'autorisation de notre Gouvernement pour la validité des acquisitions qui seraient faites en France par les Etats étrangers », il écrit : « Trois savants professeurs ont publié leur avis sur ce sujet... M. Weiss conteste la nécessité de l'autorisation (1). M. Lainé croit pouvoir appliquer à ce cas l'article 910 du Code civil (2), qui subordonne ainsi l'effet des dispositions entre vifs ou par testament à un décret du Président de la République. M. Ducrocq propose, comme donnant la mesure de la capacité d'acquérir pour les Etats étrangers, ce qu'il appelle la règle de la spécialité, c'est-à-dire une condition de concordance entre la mission sociale du corps moral qui acquiert et l'emploi auquel doivent être consacrés les biens qui lui adviennent (3) ».

On voit combien est controversée la question de savoir quelles conditions doivent être réunies pour qu'un Etat étranger puisse, sous l'empire de notre législation, acquérir en France.

Si donc les différents pays reconnaissaient à

(1) *Pandectes françaises*, 1893.1.17.

(2) *Journal du Dr. Intern. privé*, 1893, p. 273.

(3) Rapport de M. le Conseiller Cotellet. Clunet, 1894, p. 835.

l'Etat français héritier le droit d'appréhender les biens successoraux laissés sur leur territoire par nos nationaux, il faudrait remanier notre législation positive pour amener la Doctrine et la Jurisprudence à reconnaître aux personnes morales étrangères en France la capacité la plus large. M. Alcide Delmont, qui se rallie, avec les restrictions que l'on sait, à la thèse de l'Etat Héritier, y voit deux intérêts : l'Etat, successeur irrégulier, recueillerait les successions qu'une exhérédation collective aurait enlevées aux héritiers ; l'Etat, maître des biens vacants, ne le pourrait pas.

Sur ce premier point, nous n'insisterons pas. Aussi bien le principal motif invoqué par les auteurs de cette proposition de loi n'est pas celui-ci.

Pour apprécier l'autre intérêt — le principal — de cette réforme, il faut l'envisager dans le cadre du Droit international privé. Reprenant l'argumentation de MM. Palmade, etc., M. Alcide Delmont estime que l'Etat Héritier pourrait appréhender, comme tel, les successions de citoyens français décédés à l'étranger en y laissant des biens, alors que l'Etat, maître des biens vacants, se verrait refuser ce privilège.

Par contre, il pourrait recueillir, à ce dernier titre, les biens laissés en France par des étran-

gers sans héritiers, et dont la législation ne fait pas de l'Etat un héritier ».

Si les rapports internationaux doivent reposer sur la bonne foi, la loyauté des co-contractants, que penser de ce subterfuge légal — le mot n'est pas trop fort — grâce auquel l'Etat français agirait tantôt comme héritier, tantôt comme maître de biens vacants ?

Comment croire, répétons-le, que les différents pays accepteraient ce véritable tour de passe-passe, sans réclamer au moins, en échange, le bénéfice de la réciprocité ? Beaucoup répugneraient, il est vrai, à reconnaître à l'Etat les droits d'un véritable héritier.

Mais croit-on qu'ils ne trouveraient pas un autre prétexte pour s'emparer, eux aussi, des biens de leurs nationaux décédés en France ?

Si, en effet, le principe de l'Etat Héritier était adopté par toutes les législations, l'Etat français appréhenderait les biens de ses nationaux morts à l'Etranger sans héritiers, mais, par voie de réciprocité, chaque pays réclamerait les biens laissés en France par ses ressortissants.

Si notre pays, qui compte aujourd'hui (1929) trois millions d'étrangers, cessait de recueillir les biens de ceux dont le pays d'origine ferait de l'Etat un héritier, cette réforme serait pour la France une cause de moins-value. Car le supplément de res-

sources que procureraient à la France — pays de faible émigration — les successions ouvertes à l'étranger, ne compenseraient pas la moins-value que nous coûterait l'appréhension, par chaque pays, des biens de ses ressortissants décédés en France.

Bien mieux, il se pourrait que ni le fisc ni les héritiers ne pussent bénéficier des prétendus avantages de cette pseudo-réforme : c'est ce que déclare expressément M. Jules Valéry :

« Le résultat le plus clair à atteindre de l'innovation en question serait donc probablement celui-ci : le Fisc français ne pourrait obtenir d'être mis en possession de la part dans les valeurs successorales dont la loi aurait dépouillé les héritiers ; mais, par contre, ceux-ci ne pouvant invoquer leur loi nationale pour se faire remettre cette part, elle reviendrait donc à l'Etat sur le territoire duquel les biens qui la composent seraient situés, et cela en vertu de son droit de la souveraineté.

Bel avantage, vraiment, pour les Finances françaises ! » (1).

C'est donc avouer que, la généralisation de cette réforme — efficace et féconde quand un seul pays l'applique — annule ses effets et la rend inutile. C'est reconnaître son caractère spécieux. C'est, en un mot, la condamnation radicale et sans appel d'un

(1) *Gazette du Palais*, 21 février et 22 février 1926.

système qui porte en soi sa propre contradiction.

Parmi les arguments que ne manqueraient pas d'invoquer les Etats étrangers contre une prétention que beaucoup d'entre eux jugeraient inadmissible, il en est un capable de porter, non seulement aux intérêts français, mais encore au prestige national, une irréremédiable atteinte.

Si l'on prétend faire jouer à l'Etat français le rôle d'héritier réservataire, les tribunaux étrangers ne pourraient-ils pas rejeter cette demande comme contraire à l'ordre public ou à la morale ?

Verrons-nous un tribunal étranger repousser notre demande « comme portant atteinte aux principes essentiels de l'organisation politique et sociale » (1) du pays auquel il appartient ?

Serons-nous traités sur le même pied que la Russie soviétique, et, comme elle, mis au ban des nations ?

Cette innovation dangereuse, compliquée et inefficace, était-elle donc le seul moyen qu'on pût envisager pour réprimer l'évasion des capitaux qui sévissait alors ?

Pour comprendre les événements, remontons aux

(1) Propres expressions-employées par la Cour d'Appel d'Aix, dans un arrêt repoussant la demande du gouvernement de l'U. R. S. S. de former tierce opposition à une décision d'un tribunal français (Arrêt de la Cour d'Aix, 23 déc. 1925 (Clunet, 1925, p. 567).

causes. Les menaces d'impôt sur le capital, les déclarations affirmant que l'Etat n'était jamais lié par ses engagements, en un mot, la politique socialisante, avec la perspective de moratoire sur les biens, le projet de taxation de la rente, provoquèrent une panique; qui se traduisit par la « fuite devant le franc ». La hausse des changes appréciés, l'équilibre du budget sans cesse remis en question, conséquences inéluctables d'un tel état de choses, amenèrent des émissions successives de billets, suivie d'une nouvelle hausse du coût de la vie. Le phénomène n'est pas nouveau. Sous l'empire des mêmes causes, l'Allemagne a connu les mêmes tribulations. Le rapport du 2^e Comité des Experts en expose le mécanisme et en précise les remèdes.

« L'évasion des capitaux allemands a été amenée avant tout par ce fait que le Gouvernement n'a pas mis son budget en équilibre, situation qui a fait naître, comme corrolaire, la nécessité de contracter de gros emprunts et d'assurer les paiements par la création de papier-monnaie. L'évasion s'est alors développée sous l'action des spéculateurs et des capitalistes effrayés, qui ont échangé contre leurs marks des devises étrangères, pendant que les exportateurs de marchandises conservaient à l'étranger tout ce qu'ils pouvaient y laisser du produit de leurs ventes.

L'insuccès des procédés, tant anciens que nouveaux, pour arrêter l'évasion des capitaux prouve que, lorsqu'il y a une prime aussi forte à la réussite de l'évasion, la *législation restrictive est, en fin de compte, inefficace*. Nous estimons que le seul moyen d'empêcher les capitaux de sortir d'Allemagne est de supprimer la cause qui a amené leur exode. Il faut que l'inflation soit arrêtée d'une façon définitive. Si les émissions de papier-monnaie sont strictement maintenues dans les limites réelles des besoins du pays, les Allemands possédant des capitaux à l'étranger se sentiront assurés de ne subir aucune perte en les rapatriant ; les spéculateurs ne pourront plus espérer faire des bénéfices en vendant leurs marks. Les lois restrictives qui se sont, en somme, montrées impuissantes à empêcher l'exportation des capitaux, deviennent superflues dès lors que disparaissent les raisons de l'éluder » (1).

N'aurait-on pu, en le transposant, appliquer ce raisonnement, mot pour mot, à la situation économique et financière de la France, en février 1926 ?

Ce rapprochement s'impose avec d'autant plus de force que, pour remédier à la crise qui sévissait alors en Allemagne, le représentant de la France

(1) Rapport du second Comité d'experts. Paris, 1924, Annexe 2076 de la Commission des réparations.

à une sous-commission pour l'exécution du plan Dawes, proposa de faire l'Etat allemand héritier.

Ainsi transformé, ce dernier aurait pu agir efficacement sur les territoires étrangers et récupérer, à l'époque du décès de leurs possesseurs, les sommes évadées d'Allemagne durant la grande perturbation politique, sociale, économique et financière.

Mais, dès que le délégué français eut émis cette idée, les représentants de l'Italie, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, protestèrent avec énergie que leurs Gouvernements respectifs ne feraient aucune différence entre l'Etat-Héritier et l'Etat-Fisc et qu'ils refuseraient l'envoi en possession (1).

Peut-on concevoir un argument qui prouve avec plus d'évidence l'inefficacité de cette réforme ?

Avant d'aller plus loin — et pour affermir encore notre argumentation — il est intéressant d'étudier le cas d'un pays étranger où la réforme instituant l'Etat Héritier, proposée, puis condamnée après réflexion, a été définitivement rejetée.

(1) BARTHÉLEMY, *Op. cit.*

CHAPITRE III

DROIT SUISSE (1)

Si l'étude du Droit comparé, par l'enrichissement de connaissance dont elle est l'occasion, les rapprochements — analogies ou dissemblances — qu'elle provoque, présente le plus vif intérêt pour le juriste sagace, il n'en faut pourtant pas exagérer la portée.

On ne doit pas méconnaître ce que ces comparaisons entre législations qui régissent des pays à races différentes, n'ayant pas atteint le même niveau moral, économique, social et politique, présentent d'arbitraire, voire d'artificiel et de factice.

Ces réserves faites, nous croyons qu'en notre matière, de certains rapprochements — pourvu qu'ils soient objectifs et rationnels — on peut dégager un utile enseignement.

*
* *

(1) Je veux remercier bien vivement ici M. Guex, professeur à l'Université de Lausanne, à l'extrême obligeance de qui je dois les matériaux de ce chapitre.

De toutes les législations étrangères où la question s'est posée de savoir si l'on devait faire de l'Etat un héritier véritable, la législation suisse offre peut-être l'exemple le plus caractéristique. Les vicissitudes qui marquèrent la rédaction du Code civil prennent, en effet, à la lumière des événements dont nous sommes les témoins, un aspect d'actualité saisissante.

Bien que le principe de l'unification intégrale du droit privé ne fût pas encore consacré par un texte constitutionnel, M. le Professeur Huber fut chargé, dès 1892, de préparer un projet de Code civil.

Achevé en 1895, ce projet, revu par diverses commissions, était déjà avancé lorsque l'article 64 nouveau de la Constitution Fédérale révisée étendit, en 1908, la compétence législative de la Confédération à l'ensemble du Droit Privé.

L'Exposé des motifs de l'avant-projet du Département, du 15 novembre 1900, écrit par M. Huber, parut en 1901 et 1902. Des commissions spéciales arrêtaient, en 1903 et 1904, le texte d'un titre préliminaire et d'un titre final. L'avant-projet de 1900, complété et remanié, notamment sur le point qui nous intéresse, devint le projet que le Conseil Fédéral soumit aux Chambres, avec son message du 28 mai 1904. Le Conseil National et le Conseil des Etats, après des délibérations qui durèrent trois ans, adoptèrent tous deux le projet de Code

civil suisse, à l'unanimité, le 10 décembre 1907. Il entra en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

Or, entre le projet et le Code actuel, on peut relever, au titre des successions, de notables divergences.

Le projet de 1895, que M. Huber rédigea, « était entré résolument, remarque avec satisfaction M. Alcide Delmont, dans la voie de l'Etat-Héritier ».

Effectivement, il attribuait des droits successoraux à l'Etat en concours avec les héritiers du sang.

En présence du père, de la mère, ou des membres de leur parentèle, l'article 412 déférait à l'Etat le dixième de la succession. En présence des grands parents, il prenait le quart (art. 413); en l'absence des héritiers du cercle de la famille, toute la succession. Par contre, l'article 411 n'attribuait à l'Etat aucun droit de successibilité lorsque le défunt laissait des descendants ou lorsque tout ou partie de la succession passait, en vertu de la loi, au conjoint survivant.

Mais — et il importe de le souligner — entre cet avant-projet, que M. Alcide Delmont cite triomphalement en exemple, et la proposition de MM. Palmade, Bedouce, etc... il y a un abîme.

L'avant-projet suisse disposait, en effet, que chaque Canton doit consacrer le montant des suc-

cessions à lui échues de par la loi à l'assistance des indigents, à l'instruction et à l'hygiène publique. L'Etat ne pouvait donc hériter, d'après le droit fédéral ; il y était apte, au contraire, d'après le droit cantonal : voilà quelle était la solution intermédiaire proposée par l'auteur de l'avant-projet de 1895.

Ainsi, on le voit, tout en admettant expressément la possibilité, pour le Canton, d'instituer l'Etat héritier, d'importantes restrictions enlevaient à cette mesure les conséquences désastreuses qu'elle ne saurait manquer d'avoir dans notre pays.

Tout d'abord, il ne pouvait s'agir en Suisse — République Fédérale — que du Canton héritier : le danger d'une centralisation accrue, si redoutable en France — République Unitaire — se trouvait, de ce fait, écarté.

D'autre part, les taxes ainsi perçues, au lieu d'alimenter un budget général, auraient eu une destination déterminée qui tendait à leur conférer, en quelque sorte, la nature de fondations.

L'angle sous lequel cet avant-projet envisageait « l'Etat Héritier », les modalités d'exécution qu'il prévoyait, auraient rendu l'application de ce principe infiniment moins redoutable en Suisse qu'elle ne le serait en France.

Ce système, pourtant si restrictif, a, d'ailleurs, été presque aussitôt abandonné.

Après avoir reconnu que « les prétentions fiscales de l'Etat ne sont actuellement (1901) rattachées au droit successoral que dans de rares Cantons », M. Huber, qui ne cache pas sa préférence pour ce système, ajoute : « A notre avis, il est fort désirable que l'impôt cantonal sur les successions se transforme en une prétention découlant du droit successoral ».

Le projet de 1900 renonce à conférer à l'Etat des droits successoraux (sauf en l'absence de tous autres héritiers). Mais il permet aux Cantons d'établir de tels droits : « Les Cantons peuvent conférer à l'Etat des droits plus étendus... en élargissant son droit de successibilité ».

Le Canton aurait donc pu, dans les limites de son territoire, rétablir, en faveur de l'Etat, le système du projet de 1895, ou même aller au delà : par exemple, appeler l'Etat en concours avec les descendants.

Mais la Commission des Experts à laquelle fut soumis le projet de 1900, proposa de supprimer le droit ainsi laissé aux Cantons. Le Conseil Fédéral s'est rallié à cette manière de voir et le projet de 1904 a supprimé la réserve en faveur du Canton.

N'ayant pas été réintroduite au cours des délibérations du Parlement, elle ne figure plus dans le Code civil aujourd'hui en vigueur.

Dans le droit positif actuel l'Etat n'hérite qu'en l'absence d'autres successibles. L'article 466 dispose : « A défaut d'héritiers, la succession est dévolue, sous réserve de l'usufruit des arrière-grands-parents, des grand'oncles et des grand'tantes, au Canton du dernier domicile du défunt ou à la Commune désignée par la législation de ce Canton ».

Il est interdit aux Cantons d'étendre les droits successoraux de l'Etat. L'exemple du Canton de Zurich, que cite avec complaisance M. Alcide Delmont, cas isolé sous l'empire de l'avant-projet de 1895, ne saurait donc plus être invoqué aujourd'hui. L'Etat ne peut pas venir en concours avec les héritiers du sang.

Sous l'empire du Code actuel, l'Etat-Héritier n'est plus, en Suisse, qu'une formule vide de sens.

CHAPITRE IV

MÉCANISME DU SYSTÈME TEL QU'IL FONCTIONNERAIT SI L'ON ADOPTAIT LE PROJET DE L'ÉTAT-HÉRITIER

Admettons pourtant que, malgré les enseignements de l'histoire, les déclarations formelles des représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, ce projet, dans une nouvelle législature, sorte un jour des cartons verts où le vote de la Chambre l'a relégué. Ce n'est pas une invraisemblable hypothèse.

Il faut, en effet, remarquer qu'à la séance du 12 février 1926, la Chambre, sans se prononcer sur le fond de la question, n'a fait que disjoindre le chapitre instituant l'Etat-Héritier. Et le Gouvernement, sur cette question de principe où les plus grands intérêts du pays étaient en jeu, n'a pas eu le courage de poser la question de confiance contre l'adoption d'une telle mesure.

Or, comme le fait remarquer M. J. Barthélémy, « une disjonction n'est pas un enterrement. La victoire remportée par le bon sens n'est que pro-

visoire. L'idée de l'Etat-Héritier peut renaître de ses cendres ».

Supposons donc que, nouveau phénix, l'Etat-Héritier renaisse de ses cendres et devienne un jour une réalité. Comment fonctionnerait ce système ?

En principe, les partages de successions ont lieu à l'amiable. Les partages judiciaires ne se font en justice qu'exceptionnellement, dans des cas limités (héritiers mineurs, héritiers absents, désaccord entre les héritiers).

Cette procédure, longue, coûteuse, on s'efforce aujourd'hui de l'éviter, chaque fois qu'on le peut, par tous les moyens possibles : ainsi, pour ne citer que les procédés licites, quand il y a des incapables ou des absents, les héritiers se portent mutuellement garants les uns des autres dans l'hypothèse où l'intéressé mineur ne ratifierait pas plus tard le partage opéré en son absence.

Pour les mineurs, on emploie les formes moins complexes de la *transaction*.

Or, avec l'Etat-Héritier, tous les partages seront judiciaires. En termes émouvants, M. Barthélemy a, dans son discours, préfiguré une douloureuse esquisse des pénibles, mais obligatoires formalités auxquelles serait astreint le représentant de l'Etat. « L'Etat-Héritier, c'est chez nous, dans nos villes et dans nos campagnes, l'Etat, sous la forme

des agents du fisc, surveillant les malades, attentifs aux sonneries des cloches, guettant les agonies, pour arriver les premiers dans la chambre mortuaire, avant que le *de cujus* soit froid, pour fouiller les tiroirs et sonder les paillasses ... » (1).

En effet, cette apposition des scellés, aujourd'hui exceptionnelle, deviendrait obligatoire. Le représentant de l'Etat ne saurait, sous peine de faute grave, s'abstenir d'une mesure, qui, seule, dégagerait sa responsabilité. Cette précaution qu'il a prise pour l'un, il devra la prendre pour l'autre, et cette formalité devra nécessairement s'étendre à toutes les successions.

On procéderait à l'inventaire (art. 941, C. de Proc.).

Avec le notaire, le receveur de l'enregistrement, mêlé aux questions les plus intimes, statuant sur la nature des obsèques, discutant, sur un pied d'égalité, lui, fonctionnaire anonyme, l'étranger, avec les membres les plus immédiats de la famille, avec le père, le frère ou l'enfant du défunt, ouvrira les tiroirs, fouillera tous les coins et recoins de la maison, lira la correspondance, s'entourera de toutes les garanties touchant la consistance de la succession.

Puis viendrait le partage. On en connaît déjà les

(1) J. BARTHÉLEMY, *Op. cit.*, 11.

difficultés, les lenteurs et les frais. Quelles complications nouvelles, en présence de ce nouveau co-partageant indésirable qui sera l'Etat !

L'article 832 du Code Civil, dont on a depuis longtemps signalé les termes contradictoires, deviendrait alors une source perpétuelle d'inextricables conflits.

Comment, en effet, « dans les formations et compositions des lots, éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations » d'une part, et, d'autre part, « faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et de même valeur » ?

Des arrangements sont aujourd'hui possibles ; l'un conservera l'exploitation agricole, l'autre prendra les titres et valeurs mobilières. Ou, encore, l'un des héritiers servira à l'autre, comme supplément de part, une rente annuelle prélevée sur les bénéfices de l'entreprise.

Avec l'Etat, l'arrangement familial devient impossible. On ira devant le tribunal ; s'il n'y a pas assez d'argent liquide, comment régler les droits de l'Etat ? Deviendra-t-il co-propriétaire du domaine ? Associé dans l'entreprise industrielle et commerciale ?

La Commission des finances, prévoyant les objections que nous soulevons, a cru y parer en

stipulant que « l'Etat Héritier ne peut demander le bénéfice de l'application des articles 815 et 826 du Code Civil ».

L'Etat donc, contrairement à l'adage que consacrer l'article 815, est tenu de rester dans l'indivision ; il demeurera donc co-propriétaire du domaine agricole, co-associé de l'affaire industrielle ou commerciale. Mais l'Etat Héritier ne pourra travailler, il faudra définir alors le rôle de son représentant dans l'entreprise. Aura-t-il, métayer d'un nouveau genre, une part des fruits ? Quels seront ses droits de contrôle ? L'étendue de ses pouvoirs ? Suffira-t-il, pour légitimer sa participation aux bénéfices, qu'il se croise les bras, approuve du geste et soit de cœur avec ses associés, qui seuls fourniront un travail effectif ?

A-t-on prévu sa participation aux pertes ? « Il y aurait, dans tous les cas un avantage certain, écrit M. Joseph Barthélemy, c'est que l'Etat, grâce à l'extension indéfinie des impôts, étant toujours solvable, l'entreprise dont il est co-propriétaire ne pourrait jamais être mise en faillite ».

Mais, dira-t-on, l'Etat pourra être autorisé à vendre sa part ; débarrassé de ce gêneur, les héritiers auront tout loisir pour travailler à leur aise.

Remède peut-être pire que le mal. Le nombre des successions déclarées en France, en 1925,

s'élève — abstraction faite des 4.870 où le passif excéda l'actif — à 385.943.

En admettant qu'on ne recoure à cette extrémité qu'une fois sur dix — et certainement cette proportion serait vite dépassée — les ventes se multiplieraient à tel point, que les acheteurs manqueraient rapidement.

38.594 ventes annuelles du seul fait de l'Etat-Héritier ; comment trouver la contre-partie ? De louches spéculateurs, à l'affût d'une fructueuse opération, achèteraient à vil prix les domaines que leurs propriétaires ne pourraient plus conserver. On verrait s'opérer des razzias.

Adopter l'Etat Héritier, ce serait morceler indéfiniment la propriété, pulvériser la terre et, pour reprendre un mot du Duc d'Orléans, « sacrifier » celui qui, ayant la passion de son sol, incorpore en quelque sorte sa personnalité à la terre de la Patrie, « au détenteur de la fortune anonyme et vagabonde ».

La terre qu'il a cultivée avec l'ardeur légendaire que l'on connaît, le domaine agricole, qu'après un dur labeur il a constitué au prix de privations et d'efforts incessants, le paysan français ne pourra la transmettre intacte à ses enfants.

La propriété familiale, morcelée à chaque génération, le foyer déserté, la maison vendue, les meubles dispersés, le sol de France constamment mis à l'encan, la division dans la famille, l'anar-

chie dans l'Etat, partout la chicane, le chaos, et finalement la ruine !

Quel goût d'instabilité, quelle hostilité antifamiliale a donc poussé MM. Palmade, Bedouce et la Commission des Finances dans cette œuvre de désagrégation sociale ?

Pour faciliter l'exercice des droits de l'Etat, la Commission des Finances lui donne la saisine.

Cette institution, qui paraît remonter, par ses plus lointaines origines, aux traditions du droit germanique et à l'idée de la copropriété de famille, grâce à laquelle « les parents d'une personne décédée avaient le droit de prendre possession de ses biens sans avoir à remplir aucune formalité (1) », que les anciens juristes expliquaient par l'adage fameux « le mort saisit le vif », permettra à l'Etat — en fait, à un fonctionnaire anonyme et irresponsable — de se placer sur un pied d'égalité avec les héritiers du sang, avec les propres enfants du défunt. Il aura pourtant sur eux cette supériorité qu'il ne sera jamais tenu des dettes que sur les biens par lui recueillis.

Ce projet n'est pas seulement vain et dangereux, il est incohérent.

L'article 9 de la proposition de M. Palmade spécifie que l'Etat ne peut demander l'application des articles 815 et 826 du Code Civil.

(1) PLANIOL, *Op. cit.*, 42.

L'Etat, en dépit du principe général qu'énonce l'article 815, est donc tenu de rester dans l'indivision et ne peut demander le partage.

Si les co-héritiers, comme le même alinéa 2 leur en laisse la faculté, décident de suspendre le partage et de rester dans l'indivision durant 5 ans et au delà, puisque cette convention peut être renouvelée, quelle sera la situation de l'Etat?

Ce n'est pas tout : l'alinéa 1^{er} refuse aussi le bénéfice de l'article 826 à l'Etat, qui ne peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession.

Si pourtant, à la suite d'un partage judiciaire — et, avec l'Etat co-partageant, il en sera toujours ainsi — celui-ci se voit adjuger un lot en nature, que fera-t-il?

Enfin l'article 9 alinéa 2 décide encore qu'il sera procédé à l'évaluation des droits de l'Etat et à leur recouvrement dans les délais prévus par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire, pour ne parler que de l'Europe, dans un délai de 6 mois à compter du jour du décès.

Comment y sera-t-il procédé? Au moyen du partage judiciaire? Mais le même article déclare que l'Etat ne peut le demander, et nous avons vu que les héritiers ont la faculté de rester dans l'indivision durant de longues années. Comment sortir

de là ? Quel nid à procès, quel tissu d'incohérences et de contradictions !

Comment saisir le fil conducteur qui permettra au paysan, au commerçant, à l'industriel, de se reconnaître dans ce labyrinthe ?

L'Etat héritier réservataire : un exemple concret, mieux que tous les raisonnements, fera toucher du doigt la plaie de ce système.

Un paysan célibataire transmet par donation entre-vifs, sa maison à une nièce. Comme, avec l'Etat Héritier, le partage sera toujours judiciaire, cette femme, à la supposer mariée, mère de nombreux enfants, devenue veuve, sera tenue, suivant l'article 865, de rapporter en nature à la masse, au décès du donateur, la maison qu'elle avait crue sienne, où ses enfants avaient grandi, qu'elle comptait leur transmettre à sa mort.

Un arrangement amiable, déjà extrêmement difficile aujourd'hui en présence des prescriptions de l'article 832, qu'interprète rigoureusement la jurisprudence de la Cour de Cassation sera systématiquement écarté quand l'Etat aura sa part de chaque succession.

Dans l'exemple cité, conçoit-on l'Etat, représenté par quelque fonctionnaire, conservant la moitié de la maison avec la veuve et sa famille ? Installera-t-on, dans la partie de la maison qui lui reviendra, des bureaux avec de nouveaux employés ?

Toute transaction rendue impossible, la maison sera vendue, la famille expulsée, réduite à la misère.

Dans le cas que nous avons cité, qui ne demeurera pas isolé, exceptionnel, qui se présentera si fréquemment qu'il deviendra peut-être banal, le rôle de l'Etat serait odieux. Dans d'autres cas, il serait ridicule. On verrait l'Etat co-proprétaire de maisons closes, de maisons de jeux, marchand de comestibles, restaurateur, co-proprétaire d'affaires industrielles et commerciales, assureur, banquier, remplissant toutes les fonctions de la vie sociale, où il ne devrait avoir qu'un droit de contrôle. On a bien vu, pendant la guerre, alors que les nécessités de la Défense nationale l'exigeaient, l'Etat cumuler ces fonctions qui, dans un pays bien organisé, en période de paix, incombent normalement à l'initiative privée. Il a pitoyablement rempli la mission qu'il s'était arrogée.

La proposition qui nous occupe est-elle donc insuffisamment étudiée ? La Commission des Finances a-t-elle, comme le lui reproche M. J. Barthélemy, présenté pour complaire au socialisme un travail absolument « bâclé » ?

Nous ne le croyons pas. La proposition de loi instituant l'Etat Héritier, œuvre de Juristes, très distingués comme MM. Palmade et Léon Blum,

avait été certainement l'objet d'une étude approfondie.

Mais, conception contradictoire, tentative illusoire qui se détruit elle-même, elle porte en soi sa propre condamnation. Théoriquement valable, son application pratique soulèverait des difficultés, telles qu'il y faudrait renoncer bientôt. Assimiler l'Etat à un héritier, c'est vouloir lui conférer un rôle que sa nature même lui interdit de remplir, c'est lui assigner une tâche pour l'accomplissement de laquelle il n'est pas fait. Aussi le système fonctionne mal, les rouages grincent, c'est comme si l'on voulait utiliser une machine pour un usage que n'avait pas prévu le constructeur : les tiraillements, les heurts finissent par détraquer son fragile mécanisme, jusqu'au jour où, après avoir mal rempli son service, le moindre accroc arrache ses ressorts et finalement la brise.

Mais, en matière sociale, les conséquences sont infiniment plus redoutables, car on ne peut les circonscrire ni en prévoir les répercussions finales. « Si la société est une machine, c'est une machine vivante. Les ressorts ne sont pas en métal. Ils sont en chair humaine et qui saigne » (1).

L'Etat héritier bouleverse le régime successoral; or, qu'on le veuille ou non, toute modification

(1) P. BOURGET, *Nos Actes nous suivent*, 193.

apportée à l'héritage « point d'incidence entre la famille et la propriété » (1), entraîne des répercussions profondes sur les diverses classes sociales. Michelet, génial visionnaire, et Le Play, grand sociologue tombaient d'accord pour attribuer aux régimes de succession un rôle capital dans la vie des peuples.

Au point de vue social, l'Etat Héritier, en amplifiant la mainmise de l'Etat sur la famille française, déjà si durement atteinte, tendrait à restreindre encore la natalité. On l'a dit depuis longtemps, l'homme ne travaille pas seulement pour assurer sa propre existence ; par l'héritage, il fera bénéficier ses enfants du dur labeur auquel il s'est astreint pendant sa vie et facilitera leurs débuts dans l'existence.

L'homme qui sait qu'à sa mort ses biens seront presque entièrement confisqués par l'Etat, travaille avec moins d'énergie ; ainsi encore la menace de l'Etat-Héritier aurait pour conséquence certaine un ralentissement de la production nationale, et, par là même, un amoindrissement de la richesse publique.

La France, épuisée par la guerre, voit sa natalité décroître chaque jour ; la famille française succombe sous le poids d'impôts écrasants ; une fisca-

(1) MUSSOLINI, *Discours*.

lité excessive, qui entame la matière imposable et entrave la production ; une crise financière sans précédent qui nous a conduits au bord du gouffre, voilà l'heure que choisissent MM. Palmade, Bedouce, et la Commission des Finances, pour affaiblir encore la famille française, et cela, sous prétexte que les droits de succession sont un des rares impôts, le seul, peut-être, disent-ils pour lequel il n'y ait pas à redouter un phénomène d'incidence sur les prix ! (1)

Pas d'incidence fiscale, soit, et encore ! Mais quelle incidence sociale !

Les lois successorales, en réglant le statut de la famille, présentent, en effet, une exceptionnelle importance au point de vue de la prospérité nationale. Tocqueville écrivait : « Je m'étonne que les publicistes anciens et modernes n'aient pas attribué aux lois sur les successions une plus grande influence dans la marche des affaires humaines. Ces lois, il est vrai, appartiennent à l'ordre civil, mais elles devaient être placées en tête de toutes les institutions politiques, car elles influent incroyablement sur l'état social des peuples dont les lois politiques ne sont que l'expression. Elles ont de plus une manière sûre et uniforme d'opérer sur la société,

(1) Proposition de loi de MM. Palmade, Bedouce... Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 15 janvier 1926.

elles saisissent en quelque sorte les générations avant leur naissance ».

Les théoriciens du socialisme et du communisme l'ont bien compris, et certains d'entre eux ont clairement mis en relief le lien étroit qui reliait le système fiscal et la répartition des richesses. Ils ont perçu les inévitables répercussions sociales que ne pouvait manquer d'avoir un système d'impôts déterminé.

Le Professeur Seligman constate le fait : « Tout impôt affecte nécessairement la fortune des individus et si nous pouvions retracer, dans tous les cas, les conséquences ultimes d'un impôt, même « purement fiscal », on se trouverait en présence de toutes sortes de résultats imprévus, sociaux aussi bien que fiscaux, ou mieux peut-être, sociaux parce que fiscaux ».

Et de cette corrélation étroite, les financiers à tendances communistes ont voulu tirer les conséquences que l'on devine : établir des impôts largement progressifs, notamment des impôts successoraux, tels qu'ils amènent à chaque génération un nivellement des fortunes, une égalité quasi-mathématique au point de départ. Le communisme serait l'aboutissement logique d'une telle méthode.

Le Professeur Wagner, qui a exposé ce point de vue, laisse clairement entendre que « sa réalisation aurait pour effet d'enlever de grandes sources de

bénéfices à l'économie privée et de les transférer à l'Etat, d'après un nouveau principe de mise en régie, afin de fournir des prestations spéciales aux classes inférieures ».

Dans une société moderne, comme aux temps de la Rome antique, trois termes sont liés : Patrie, Propriété, Famille. S'attaquer à l'une de ces institutions c'est atteindre par contre-coup les deux autres ; c'est désagréger ce bloc indivisible, c'est saper sournoisement tout l'édifice social moderne dont l'étincelle révolutionnaire, à peine jaillie, provoquerait l'explosion.

L'exemple de la Russie est, à cet égard, singulièrement caractéristique.

CHAPITRE V

L'INFLUENCE INSIDIEUSE DE MOSCOU

Si nous l'invoquons ici, c'est pour démontrer que la proposition de loi qui constitue l'Etat Héritier est d'importation nettement bolchevique. Avec M. Barthélemy, nous avons le droit d'être surpris que ni M. Palmade, ni M. Lamoureux, dans le rapport qu'il a présenté au nom de la Commission des Finances, ni M. Alcide Delmont, qui pourtant passe en revue la législation successorale des principaux pays, n'aient fait la moindre allusion à celle de Moscou.

Mais, au cours de ces débats, un député veillait; dans le discours qu'il prononça à la Chambre et que nous avons plusieurs fois cité, M. Barthélemy s'étonne que le savant rapport de M. Alcide Delmont, qui donne d'intéressants et longs développements sur le projet de réforme du Code civil suisse, n'ait pas dit un mot de la seule expérience à peu près complète, tentée dans un pays beaucoup plus grand que la France, et il cite fort à propos l'article 417 du Code de la Russie soviétique, qui

prévoit expressément la co-propriété de l'Etat et des héritiers.

L'évolution historique du droit soviétique est, à ce point de vue, si instructive, qu'elle mérite qu'on s'y arrête.

Au lendemain de la révolution bolcheviste, à l'époque dite du « communisme militaire » — un décret du 14-17 avril 1918 a aboli les successions tant *ab intestat* que par testament.

Après la mort du co-propriétaire, porte l'article 1^{er} du décret, les biens lui ayant appartenu deviennent la propriété de l'Etat soviétique.

Toutefois, une règle spéciale était établie pour les biens ne dépassant pas la valeur de 10.000 roubles ; retenons ce chiffre, il est symptomatique.

Ce décret, demeuré théoriquement en vigueur jusqu'à la mise en application du Code civil (1^{er} janvier 1923) est, en fait, resté sans application (1).

Ainsi donc l'échec de cette tentative paraît bien montrer à quel point la transmission héréditaire correspond à un besoin profondément ancré au cœur humain.

On usa d'ailleurs d'un stratagème pour masquer l'avortement de cette réforme. « A l'égard des pro-

(1) *Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée*, Oct.-déc. 1926. *Le Régime successoral dans le Droit Sov. envisagé dans son évolution historique*, par M. Tager, avocat de l'ancien barreau de Moscou.

priétés paysannes, les seules qui n'aient pas été complètement détruites à l'époque du communisme militaire, le pouvoir soviétique n'eut pas la hardiesse d'appliquer le décret ; il établit une présomption légale, selon laquelle ce genre de propriété n'excédait pas la valeur de 10.000 roubles (Décret réglementaire du Commissariat du peuple pour la Justice, en daté du 21 mai 1919) (1).

L'absolue suppression de l'héritage — clé de voûte de la théorie marxiste — se montrait pratiquement irréalisable. Née dans le cerveau de Karl Marx, elle devait se heurter au contact de la dure réalité. Sous la pression des événements, il fallut faire des concessions, atténuer la rigueur des principes, revenir en arrière.

Au « communisme militaire » succède, en 1921, la « Nouvelle politique économique ». De nouveau l'on vit apparaître le droit de propriété et son corollaire, le droit successoral. Le 22 mai 1922, l'Ordonnance du Comité Central exécutif, prescrivant l'élaboration d'un Code civil, rétablissait le droit de succession... jusqu'à concurrence de 10.000 roubles.

Le nouveau Code civil, mis en application le 1^{er} janvier 1923, consacrait ce principe : l'article 416 dispose que « la succession est admise en tant que

(1) *Op. cit.*, 533.

succession *ab intestat* et succession testamentaire... dans les limites où la valeur globale de la succession ne dépasse pas 10.000 roubles, déduction faite des dettes du défunt ».

Au-dessus de cette somme, il faut distinguer :

1° Quand il n'y a pas d'héritiers légaux ou testamentaires, l'Etat entre en possession de la totalité des biens de la succession. Les biens déclarés en déshérence passent à l'Etat.

Il en est de même quand le testateur a déshérité toutes les personnes qui peuvent être appelées à lui succéder et quand les héritiers présents ont renoncé à la succession et que les héritiers absents n'ont pas déclaré l'accepter dans les délais légaux.

2° Lorsque le montant de la succession est supérieur à 10.000 roubles-or, tout ce qui dépasse cette somme revient à l'Etat.

Lorsque des héritiers *ab intestat* ou testamentaires renoncent à la succession, leur part passe à l'Etat (art. 429).

Lorsque le *de cujus* a déshérité un ou plusieurs de ses héritiers, la part de ces derniers revient à l'Etat (art. 422).

Signalons ici un certain nombre de particularités. Jusqu'au partage, le Code civil établit entre les héritiers et l'Etat la *propriété commune* (art. 61).

Le partage dont, entre l'Etat et les héritiers, l'Etat prend l'initiative, est obligatoire. Au cas où

les héritiers et l'Etat sont d'accord, ce partage est définitif. Toutefois, les nouveaux biens, si l'on en découvre, reviennent *ipso jure* à l'Etat.

En cas de désaccord, le différend est porté devant un Tribunal, qui statue en se plaçant uniquement au point de vue des intérêts de l'Etat.

Que penser d'un Tribunal qui, systématiquement, sans aucun souci des règles les plus élémentaires de l'équité, envisage le point de vue exclusif de l'un des plaideurs ?

Enfin, pour assouplir le système, dans le cas où un partage malaisément réalisable aurait un inconvénient au point de vue économique ou social, l'Etat peut proposer aux héritiers, soit de maintenir l'indivision, soit de leur racheter les biens en totalité, soit de leur offrir une indemnité de 10.000 roubles-or, moyennant la cession de tous leurs droits à l'Etat.

Ainsi donc, et malgré les tendances violemment étatistes qui prédominent actuellement en Russie, on peut hésiter à voir, dans les dispositions du Code civil, la consécration légale du principe de l'Etat Héritier.

M. Tager, dans l'article précité auquel nous avons fait de nombreux emprunts, estime, en effet, que « du texte des articles correspondants du Code civil, il résulte que l'Etat n'est pas héritier du *de cujus*, il n'est pas appelé à succéder au même titre

que les descendants, l'époux ou les personnes à la charge, il tient ses droits uniquement de sa souveraineté » (1).

Quoi qu'il en soit, il est piquant de constater que la législation soviétique, si elle accorde à l'Etat systématiquement et toujours la part du lion — en cela logique avec la doctrine dont elle n'est que l'application pratique — ne l'a pourtant pas assimilé à un enfant légitime.

Ces dispositions ne marquent pas le dernier état du droit. Ainsi que l'a fait remarquer M. Barthélemy, « au moment même où l'on nous propose, en France, de nous éloigner du Code civil, la législation soviétique tend à s'en rapprocher » (2).

L'expérience a confirmé les prédictions des économistes anticollectivistes. Comme il fallait s'y attendre, la confiscation pure et simple du montant de toute succession dépassant 10.000 roubles-or avait découragé l'esprit d'entreprise, ralenti la production, diminué la richesse publique, arrêté net — cela va de soi — tout investissement de capitaux étrangers en Russie.

Sous l'impérieuse pression des circonstances, le Gouvernement soviétique dut modifier cette loi.

En conséquence, le décret du 26 février 1926 supprima, à partir du 1^{er} mars, la limitation du

(1) TAGER, Art. préc., 543.

(2) Joseph BARTHÉLEMY, *Op. cit.*

montant du patrimoine pouvant se transmettre par succession et donation. Les raisons qui déterminèrent le Gouvernement soviétique à prendre cette mesure sont exposées par M. Tager ; elles constituent un aveu si formel, si candide, des vices fondamentaux du régime aboli, que nous croyons devoir les transcrire ici :

« ... Afin de faciliter la *possibilité* de continuer l'existence des entreprises commerciales et industrielles après le décès de leurs propriétaires, ainsi qu'à l'effet de créer des conditions *plus favorables* à la création et l'affluence de richesses matérielles et des fonds, le Comité exécutif, etc... ».

Ainsi, de l'aveu même du législateur soviétique, le système abrogé ne permettait pas aux entreprises de s'étendre au delà d'une génération !

Comment, dans ces conditions, fonder une industrie quelconque, avec la perspective de la voir confisquée par l'Etat, le lendemain de sa mort ? Et c'est de ce système, abandonné par les Soviets eux-mêmes, que s'inspirèrent subrepticement, en France, les auteurs de la proposition de loi instituant l'Etat Héritier !

A partir du 1^{er} mars 1926, sauf dans les cas de déshérence, l'Etat ne prend que les parts des héritiers qui ont renoncé à la succession ou qui ont été déshérités par le *de cuius*.

Dans les autres cas, les héritiers légitimes ou

testamentaires recueillent les héritages sans qu'il soit fixé de maximum. Elle institue une taxe qui progresse suivant 8 tranches de 1.000 à 2.000 roubles, jusqu'à 500.000 roubles et au-dessus.

Ainsi donc l'expérience soviétique de l'Etat Héritier, reconnue désastreuse par ses promoteurs eux-mêmes, n'a paru décisive ni aux auteurs de la proposition de loi que nous combattons, ni à la Commission des Finances.

On a remarqué — nous l'avons souligné à dessein — que, dans les dispositions soviétiques concernant la réglementation successorale, le chiffre de *10.000 roubles* revient sans cesse comme un *leit motiv*.

De même, en France, d'après les auteurs du projet, le principe de l'Etat Héritier ne s'appliquerait intégralement qu'à partir de 100.000 francs. Or, *100.000 francs-papier* correspondent exactement aux *10.000 roubles-or*, chiffre limite si souvent invoqué par le législateur de Moscou.

La proposition de MM. Palmade, Bedouce, etc., qui attribue, on le sait, la moitié d'une part réservataire d'enfant légitime à l'Etat, concourant avec des héritiers légitimes en ligne directe descendante, ne lui attribue, afin de ménager les petites successions, « que le quart de cette réserve » pour la fraction d'actif comprise entre 1 et 100.000 francs (art. 86).

En outre, la taxation progressive complémentaire qu'ils ont ajoutée pour grever les grosses successions plus lourdement que les petites, ne s'applique qu'aux successions excédant 100.000 fr.

Le rapprochement s'impose, l'inspiration de Moscou est évidente. On peut donc, à bon droit, se montrer surpris du silence qu'ont gardé, à ce sujet, MM. Palmade, Bedouce, etc... dans leur Exposé des motifs, et M. Alcide Delmont dans son rapport, où sont cependant passés en revue les principes admis, sur ce point, par les principales législations étrangères.

Et l'on comprend, dès lors, cette exclamation ironique qu'au milieu des rires et des applaudissements de l'opposition, M. Barthélemy faisait entendre à la Chambre : « Quelle est donc cette étrange pudeur ? M. Alcide Delmont veut-il continuer la politique du fil de fer barbelé ou du cordon sanitaire » ?

Peut-être, pourtant, convient-il d'interpréter ainsi ce silence. La proposition étant présentée par trois socialistes S. F. I. O. et trois républicains socialistes, il était indispensable, pour repousser la demande en disjonction, d'obtenir l'appoint des éléments modérés de la majorité cartelliste. Avouer à la Chambre qu'on s'était inspiré de la législation soviétique, c'eût été effrayer imprudemment les moins avancés de ces éléments et aller au-devant d'un échec certain.

M. Barthélemy déchira le voile. On sut aussitôt à quoi s'en tenir sur la proposition qui avait pour but d'établir l'État Héritier réservataire dans chaque succession, à quel résultat cette mesure aboutirait en France, quel échec elle a subi dans le pays qui l'avait inspirée.

La disjonction fut votée par 326 voix contre 183. Mais le principe demeure réservé, puisque le Gouvernement n'a pas eu le courage de poser la question de confiance à la Chambre. On n'a pas — en théorie du moins — engagé le débat quant au fond.

Mais ce débat, si grave qu'il soit, ne présente qu'un aspect du problème vaste et complexe qui domine toute l'économie sociale moderne. Quel est le rôle de l'Etat? Quelles doivent être ses attributions?

CONCLUSION

Il faut choisir entre deux doctrines. D'un côté, celle de l'Etat régalien, qui rappelle l'époque où, par la centralisation accentuée chaque jour au profit du souverain, les légistes pensaient légitimer l'arbitraire royal avec la maxime :

« Si veut le roi, si veut la loi ».

Reprise, au nom du peuple, par les écoles socialistes et communistes, on trouve cette doctrine exposée dans le célèbre Manifeste de Karl Marx et d'Engels, qui constitue la Charte du Parti.

Les réformes accomplies en Russie soviétique constituent une application pratique des théories élaborées dans le cerveau du grand économiste allemand. Elles dérivent directement de la doctrine de l'Etat régalien. Or, ce système portait en lui des germes de mort.

Les conséquences ont suivi, impitoyables mais logiques ; le régime capitaliste détruit, il a bien fallu essayer de reconstruire la société sur des bases nouvelles. Mais alors des obstacles, insur-

montables parce qu'ils tiennent à l'essence même de la nature humaine, se sont immédiatement dressés ; il fallut faire, sans l'avouer, machine arrière : le capitalisme est pratiquement rétabli en Russie.

Un régime résolument étatiste, dans le stade actuel de la civilisation, s'avère incapable d'organiser la production et, partant, de régir toute la vie économique d'un grand pays moderne.

Mais ce qui est plus grave encore, c'est que, comme contre-partie des droits exorbitants accordés à l'Etat, on prétendait ne lui imposer aucune obligation.

Bien mieux, on est allé plus loin ; et M. Léon Blum n'a pas craint de faire à la Chambre cette étonnante déclaration :

« Je ne peux admettre que l'Etat soit jamais lié dans sa souveraineté par les contrats qu'il a conclus avec une catégorie quelconque de citoyens... La souveraineté nationale, juge des intérêts collectifs, juge des rapports entre les intérêts collectifs et les intérêts particuliers, n'est limitée par rien, ni par les contrats que les individus ont passés entre eux, ni par les contrats que les individus ont passés avec l'Etat (1). »

Ainsi l'Etat livré à sa seule fantaisie, reniant

(1) Léon BLUM, *Journal Officiel* du 21 novembre 1925.

ses engagements dès qu'ils lui paraissent incommodes, tel est le prétendu progrès apporté par la doctrine socialiste.

Cette inadmissible et immorale théorie de l'Etat malhonnête homme, n'est-ce point, au contraire, le retour aux pires abus, aux pratiques le plus justement décriées de l'Etat régalien, enfin une lamentable régression sociale ?

D'autre part, tombant dans les excès de la doctrine opposée, les décrets des 2, 17 mars, 14, 17 juin 1791, dits loi Le Chapelier, ont, en supprimant les corporations, véritables ancêtres de nos syndicats ouvriers, instauré un régime de libre concurrence et proclamé l'absolue liberté du travail.

Aux yeux du législateur révolutionnaire, l'isolement était la liberté. La naissance de la grande industrie ne tarda pas à démentir brutalement ce faux dogme. Le jeu de la concurrence obligé les industriels à trouver dans la diminution des salaires l'abaissement des prix de revient. Tout essai de coalition, d'association entre ouvriers, est sévèrement réprimé par la loi. Or, l'expérience a prouvé que l'isolement, c'est non la liberté, mais la faiblesse et l'oppression de la classe ouvrière. Le travail des femmes et des enfants — que facilite la division du travail, consécutive à la grande produc-

tion — contribue à multiplier l'offre de la main-d'œuvre.

La nécessité d'une réglementation légale du travail s'impose.

Inaugurée par la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers, elle aboutit à la loi du 24 mars 1884, qui accorde aux travailleurs le droit de former librement des syndicats professionnels.

Le libéralisme économique ne compte plus aujourd'hui que quelques partisans attardés.

La société moderne est un organisme trop complexe, les intérêts qui s'y heurtent sont à la fois trop inégaux et trop âpres, pour que le législateur n'ait pas à intervenir dans la mêlée sociale.

L'absence d'intervention, c'est l'écrasement du faible par le fort, la coexistence d'un luxe insolent et d'une misère atroce ; c'est — pour employer une métaphore expressive — *le renard libre dans le poulailler libre*, l'asservissement, l'exploitation sans limite et sans frein de l'homme par l'homme.

S'il est vrai que le libéralisme mène à l'individualisme anarchique, que, d'autre part, l'Etat, en étouffant les initiatives privées, comprime les énergies, arrête les élans, et, dans l'espèce qui nous occupe, se détruit lui-même en désagrégeant la famille, quel doit être le rôle de l'Etat moderne ?

Devant la complexité croissante de l'économie

nationale, la défense du pays, la sûreté à l'intérieur, la protection des individus, — services de guerre, de police et de justice — ces trois fonctions essentielles qu'on n'a jamais déniées à l'Etat, constituent sa raison d'être, son essence même.

Mais là ne peut se borner son rôle.

Si la civilisation consiste, en grande partie, « dans l'accroissement du nombre des besoins de tous ordres pouvant être satisfaits dans un moindre temps », l'Etat doit intervenir davantage à mesure que la civilisation progresse.

La fonction crée l'organe. Le service des Postes et Télégraphes, qui, de national est devenu international, montre la nécessité d'une organisation internationale des transports. Qui peut l'entreprendre, sinon l'Etat ?

Mais cette augmentation de sa puissance — fait inéluctable — doit aller de pair avec un large mouvement décentralisateur.

Il faut accentuer la décentralisation régionale, locale, le régime de la concession.

Le devoir de l'Etat n'est pas de *faire*, ni davantage de *laisser faire* ; il consiste, suivant l'ingénieuse et juste formule de Baudrillart, à *aider faire*.

S'il parait établi que la réforme de l'Etat Héritier, vaine, dangereuse, incohérente, porterait une

mortelle atteinte au foyer domestique, une conclusion s'impose, qui se dégage de cette étude.

Au lieu de chercher à résoudre, par la création d'impôts successoraux écrasants, des difficultés fiscales — trop réelles, certes, mais temporaires et appelées à disparaître avec les causes qui les ont provoquées —, l'Etat, pour enrayer l'abaissement indéfini de la natalité, devra légiférer chaque jour davantage en faveur de la famille, l'aider, la soutenir moralement et matériellement, dresser enfin, face à la Déclaration des droits de l'homme et de l'individu, la *Charte de la Famille*.

Alors seulement il aura rempli son rôle essentiel, sa mission suprême, qui est d'assurer, par la sauvegarde du foyer domestique, la perpétuité de la Nation.

Jean AUBURTIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
<i>Chapitre premier.</i> — L'Etat-Héritier : Une proposition de loi.	15
<i>Chapitre II.</i> — 1 ^o Nature du droit de l'Etat recueillant les biens en déshérence	23
2 ^o Historique.	25
<i>Chapitre III.</i> — Droit comparé : Droit Suisse.	65
<i>Chapitre IV.</i> — Mécanisme du système tel qu'il fonctionne- rait si l'on adoptait le projet de l'Etat-Héritier	71
<i>Chapitre V.</i> — L'influence insidieuse de Moscou.	86
CONCLUSION.	97

Vu : *Le Doyen de la Faculté de Droit,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de la thèse,*
23 janvier 1929.
ACHILLE MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie
H. MAURELLET.

